

Ce moment de vérité pue le mensonge

6 Cinq jours après la dissolution, les choses deviennent limpides : ce moment de vérité pue le mensonge. Et si les apprentis sorciers de l'Elysée, comme hypnotisés par la déflagration déclenchée, continuent de soutenir que de la confusion naîtra la « clarté des choix proposés » et un « vote utile et raisonnable », un autre scénario se profile, plus proche du chaos que de la clarification.

Ainsi le gardien des institutions expose-t-il le pays à une possible crise institutionnelle, en cas d'exécutif introuvable ou de chambre ingouvernable. C'est que, par une logique hasardeuse, la reconstitution politique consiste en une disparition des partis de gouvernement, dévorés par les extrémistes. Si choc républicain il peut y avoir, il repose sur une hypothétique mobilisation des

abstentionnistes et de tout aussi hypothétiques désistements de second tour.

Que l'électeur se débrouille, alors que les alliances ne sont que leurre ! Avec un Rassemblement national hégémonique, l'accord RN-LR signe le dépeçage de la famille gaulliste, une partie de la branche anti-Ciotti n'excluant pas de voter RN le 7 juillet... A gauche, Jean-Luc Mélenchon n'affiche un retrait tac-

tique que pour mieux reproduire par la suite sa stratégie gagnante pro-Gaza, sans rien lâcher de ses ambiguïtés antisémites. La voilà la vraie alliance, Front populaire-Front national, réunis dans une même manipulation de nos passions tristes.

Dans ce jeu trouble d'illusions et d'impostures, le retour au peuple permettra de lever, c'est vrai, deux incon-

nues : le degré de banalisation du RN - devenu moins répulsif que La France insoumise ? - et le degré de rejet du président de la République de la part d'un électoral lassé du choix imposé sur l'air du « moi ou le chaos ». Mais cet éclaircissement-là pourrait, pour le coup, plonger le pays dans des jours sombres.

Rémi Godeau
@remigodeau

Les oppositions, de droite comme de gauche, multiplient les tractations pour nouer des alliances. Entre les deux, le camp présidentiel se fait discret et Emmanuel Macron est inaudible

Macronie: le spectre de l'effacement

Grand frisson

Les premières projections du scrutin européen sur les élections législatives placent le camp présidentiel en grandes difficultés. Prise en étau entre l'union de la gauche et la dynamique du Rassemblement national, la majorité redoute la disparition, parfois dès le premier tour.

Dinah Cohen et Matthieu Deprieck

ENTRE LES PORTES qui claquent et les cris de trahison, qui a envie d'écouter la voix de la raison ? Depuis qu'Eric Ciotti s'est auto-séquestré dans le siège du parti dont il n'est plus président et que les forces de gauche passent du mariage au divorce aussi vite qu'une rock star, les bons élèves macronistes ont disparu des écrans.

« Les vertiges du pouvoir rendent fou », constate un conseiller ministériel, bien heureux que la macronie soit ainsi tenue loin des meutes de caméras. A gauche, les offres de service pour Matignon s'empilent (Laurent Berger, François Ruffin, Jean-Luc Mélenchon, Valérie Rabault) ; à droite, LR et Reconquête explosent. « I partout, balle au centre », poursuit ce conseiller, qui voit dans cette situation l'occasion de montrer aux Français que les macronistes incarnent « la centralité de l'ordre ».

Stratégie de l'ennui. On pourrait appeler cela la stratégie de l'ennui : être terne pour ne pas passer pour fou. Ou tout simplement constater qu'autour d'Emmanuel Macron, il y a toujours une bonne idée pour faire croire que tout

va bien. C'est la force tranquille : voyez notre programme, voyez nos candidats. 157 noms ont été publiés mardi matin, 45 jours après-midi. La première vague a nommé des candidats finalement pas candidats. La seconde a ressuscité des Marcheurs battus en 2022. Qu'importe, il faut avancer pendant que les adversaires font du surplace. « Ils ont choisi de réinvestir tous les sortants pour éviter qu'ils ne raccrochent. Cela aurait donné un effet de fuite collective », observe une conseillère.

A l'ombre des psychodrames, les macronistes s'éteignent en silence. Pour beaucoup, ils subissent. Le combat est jugé impossible, si ce n'est déjà perdu. « J'y vais car il vaut mieux mourir l'épée à la main », souffle une députée MoDem. « Je n'avais pas d'autre choix. Je suis candidat par devoir », confie le député Renaissance Rémy Rebeyrotte. Les parlementaires ne savent plus à quoi s'accrocher. Ils vantent la « clarification » des mouvements auxquels ils assistent. Sans s'attendre à en récolter les bénéfices.

Les voilà désormais à guetter les chances de réussite d'union de la gauche. Qu'elle parte unie ou divisée, ce n'est



SIPA PRESS/MONTAGE L'OPINION

Pour plusieurs membres de l'entourage du président de la République, le combat des élections législatives, le 30 juin et le 7 juillet, est jugé impossible, si ce n'est déjà perdu.

même plus le sujet. Dans le premier cas, le « front populaire » pourrait fermer la porte aux candidats de la majorité présidentielle dès le premier tour.

Chez Quentin Bataillon, médiatique président de la commission d'enquête consacrée au renouvellement des fréquences de la TNT, le second tour n'a été

rendu possible que par la présence d'un candidat socialiste dissident, prenant des voix à celui de la Nupes. Une seule
| | | Pages 2 à 4

La dissolution fait planer l'ombre d'un doute sur les Jeux d'hiver 2030

Terrain glissant

IL Y A DEUX MANIÈRES de lire la décision prise mercredi soir par la commission exécutive du Comité international olympique (CIO). D'un côté, les porteurs du dossier des Alpes françaises peuvent se réjouir d'être confortés comme ultra-favoris pour accueillir les Jeux olympiques d'hiver 2030. C'est même le seul dossier toujours en lice, au même titre que Salt Lake City-Utah pour les Jeux de 2034.

Le CIO liste les nombreux avantages attribués à la candidature trico-

lore - dont le budget devrait s'élever à un peu moins de deux milliards d'euros -, parmi lesquels « la promotion d'un tourisme durable » ou « les possibilités de tirer parti des connaissances

et de l'expérience de la France qui accueille les Jeux de Paris 2024 ».

Mais la communication du CIO fait également planer sur le dossier français l'ombre d'un doute. Car, aussi so-

lide soit-il, il lui manque une pièce fondamentale : la garantie de l'Etat. Or, ce document doit « être signé par la personne qui peut engager le gouvernement », comme l'a indiqué Christophe Dubi, directeur des Jeux olympiques au CIO.

Or, il n'aura échappé à personne que l'avenir de Gabriel Attal est pour le moins incertain. Et voilà la décision en quelque sorte suspendue. « La situation politique actuelle en France n'a pas permis de finaliser les documents avant la décision de la commission exécutive », indique sobrement le CIO, qui

a donc accordé un délai à la France.

La suite dépend en partie de la reconstitution politique à venir et notamment de l'éventuelle accession à Matignon d'une nouvelle majorité. Le timing est serré : le document doit être envoyé avant la 142^e Session du CIO, qui se tiendra à Paris le 24 juillet et verra le vote de la décision définitive. Deux semaines après le deuxième tour des législatives, deux jours avant la cérémonie d'ouverture des Jeux de Paris.

Jon Elizalde
@Jon_Elizalde

Von der Leyen et Meloni : la « dolce vita »



Réunies au sommet du G7, la présidente de la Commission européenne et la présidente du Conseil italien ont le vent en poupe, à l'inverse de leurs homologues masculins. Ce jeudi, un accord a été trouvé sur l'utilisation des intérêts générés par les avoirs russes gelés pour débloquer 50 milliards de dollars en faveur de l'Ukraine.

Page 6

Déficit de 2023 : le réquisitoire du Sénat contre Le Maire

Claude Raynal et Jean-François Husson reprochent au ministre de ne pas avoir informé le Parlement d'un dérapage probable

Page 6

Israël-Hezbollah : Paris et Washington veulent éviter le pire

Alors que les affrontements redoublent d'intensité, les deux alliés du Conseil de sécurité font tout pour désamorcer la crise

Page 7

Blé : le dérèglement climatique chahute la domination russe

Les grandes puissances agricoles ne sont plus à l'abri de moissons aussi irrégulières que mauvaises à cause de la météo

Page 5

Macronie: le spectre de l'effacement

|| | Suite de la page 1

candidature le 30 juin, et le duel s'organisera vraisemblablement entre la gauche et le Rassemblement national.

« Si je passe, je crois que je suis en capacité de sauver la circonscription parce que j'ai toujours travaillé avec tout le monde. En revanche si la gauche m'empêche d'aller au second tour, je pense qu'elle perd face au RN », observe aussi Caroline Abadie, en lice en Isère. Des ministres pourraient se retrouver dans des situations similaires. En 2022, Sabrina Agresti-Roubache, à Marseille, n'avait dû sa place au second tour qu'à 400 voix près devant la Nupes.

Le second cas, une gauche divisée, n'aidait pas beaucoup plus les macronistes. Elle douchait leurs derniers espoirs de ramener à eux les électeurs « modérés ». Une alliance de la gauche, et l'argument martelé par Gabriel Attal d'une union « contre-nature » avec La France insoumise et ses « outrances », et voilà ces modérés qui retrouvent des alternatives à la majorité. « On perd l'effet repoussoir de La France insoumise, et les voix se dispersent », observe Céline Calvez, candidate dans les Hauts-de-Seine.

Velours. Maintenant, attention, exercice de politique-fiction : les députés macronistes reviennent à plusieurs dizaines à l'Assemblée nationale. A quoi ressemblera le groupe Renaissance ? A un ensemble d'autoentrepreneurs convaincus de ne devoir leur victoire qu'à eux-mêmes et aux idées d'Emmanuel Macron qu'ils ont laissées de côté. Chaque revenant pourrait devenir son propre courant. « La décision du Président est prise, donc on

Renaissance n'a jamais été qu'un lieu de passage. Ceux qui s'y engagent ne le font jamais pour la vie

y va. Mais après, il y a clairement une prise de liberté », confirme une députée appartenant à feu l'ail gauche.

Avant la dissolution, le camp présidentiel était déjà divisé en chapelles internes dont les mouvements s'intensifiaient. Les épreuves du moment ne les rapprocheront pas. La défaite aux élections européennes a accrédité les thèses des deux bords : l'ail gauche assure que la politique était trop de droite ; l'ail droite qu'il fallait aller plus loin dans leur direction.

Dans quel état retrouveront-ils les bancs de Renaissance ? Ceux qui maîtrisent l'art de la politique joueront sur du velours. Ah, si seulement, quelques figures nationales avaient pris le risque de se lancer dans la campagne législative, elles auraient là un terrain de jeu idéal. Ni Bruno



Le Premier ministre, Gabriel Attal, à Boulogne-sur-Mer, ce jeudi, se dit favorable à un débat avec Jordan Bardella et Jean-Luc Mélenchon.

Le Maire, ni Edouard Philippe, ni François Bayrou n'ont fait ce choix.

Gérald Darmanin s'est, lui, lancé tête la première dans la bataille. Sa notoriété et son appétit médiatique pourraient permettre le maintien en vie de Renaissance. Après tout, Les Républicains enchaînent les défaites depuis 2017 et ils sont encore là. « Ce qui a empêché leur disparition, c'est que Xavier Bertrand, Valérie Pécresse ou Laurent Wauquiez ont poursuivi leur engagement politique », souligne la conseillère citée plus haut.

A l'inverse, Renaissance n'a jamais été qu'un lieu de passage. Ceux qui s'y engagent ne le font jamais pour la vie. Et s'ils restent à proximité du parti présidentiel, c'est pour Emmanuel Macron, pas pour les réunions rue du Rocher. Alors, qu'est-ce qui unit Renaissance ? La quête du progrès ? Le refus des inégalités ? La poursuite du plein-emploi ? Ce parti ne s'est jamais défini autrement que par des valeurs consensuelles ou en creux par rapport aux autres formations. « Le macronisme mourra avec les macronistes. On va peut-être enfin pouvoir revenir à un clivage gauche-droite, beaucoup plus sain », anticipe déjà un membre du groupe, venu de la droite.

Le 9 juin, Macron a précipité sa famille politique dans un tunnel sans savoir s'il y avait de la lumière de l'autre côté. Ou si la mort l'attendait. « Macronie, le droit à mourir dans la dignité », plaisantait avant la dissolution un député macroniste. Il ne se doutait pas que le Président lui-même provoquerait cette situation. Sait-il qu'une expérience de mort imminente peut provoquer une prise de conscience et un changement de vie ? Parfois jusqu'à la renaissance.

@DinahCohen
@mdprieck

Jean-Pierre Pont, le macroniste aux deux dissolutions

C'ÉTAIT UN LUNDI, Jean-Pierre Pont était chez lui. Depuis une dizaine de jours, le député du Pas-de-Calais entendait des rumeurs dans les couloirs du Palais Bourbon. Ce 21 avril 1997, Jacques Chirac les confirmait. L'Assemblée nationale sera dissoute. Sa majorité, pourtant absolue, devra repartir en campagne.

L'histoire recommence. Vingt-sept ans plus tard, Jean-Pierre Pont est au volant de sa voiture lorsqu'il reçoit un message de son assistant parlementaire. Emmanuel Macron a prononcé la dissolution. La majorité présidentielle n'est plus.

Le macroniste a mal vécu ces deux dernières années. Un groupe d'extrême droite plus forte que jamais, un groupe insoumis dont il ne partageait pas les méthodes... et le score des élections européennes. Pourtant, le choc est plus grand que la première fois. Le coup plus brutal. Les scénarios les plus catastrophistes envisageaient un retour sur le terrain pour l'automne. Là, personne ne l'a vu venir.

Jean-Pierre Pont est un spécialiste de la vague. En 1993, il a surfé sur celle du RPR pour décrocher un bastion socialiste. En 2017, il a rejoint celle d'Emmanuel Macron pour récupérer ce territoire perdu. En 2022, un semblant de mouvement lui a permis de résister à un Rassemblement national grandissant.

L'épreuve de la nage à contre-courant est plus complexe. Lorsque Jacques Chirac dissout, Jean-Pierre Pont ne compte pas parmi les survivants - contrairement à Charles de Courson, seul autre élu de cette législature à avoir vécu deux dissolutions. Sans la dynamique, son score serré quatre ans plus tôt ne lui permet pas de réitérer l'exploit. La gauche reprend ses droits. Dans le Pas-de-Calais et dans l'Hémicycle, où elle décroche une écrasante majorité.

Vent de face. Deux décennies plus tard, le député repart au combat, vent de face. Entre-temps, la gauche du Pas-de-Calais a vu l'extrême droite l'emporter. Les deux forces ont devancé le camp présidentiel aux européennes. Elles sont aujourd'hui ses pires ennemis, et pourraient l'empêcher d'accéder au second tour. « Ça va être très, très, très difficile », reconnaît l'ail.

Cette fois-ci, Jean-Pierre Pont tentera de capitaliser sur son ancrage local. Il n'affichera pas le visage d'Emmanuel Macron. Trop « repous-

soir », constate-t-il. « Il y a un anti-macronisme féroce ». Celui de Gabriel Attal, en revanche, semble toléré. A sa demande, le Premier ministre a d'ailleurs consacré son premier déplacement de campagne à sa circonscription, ce jeudi. Ils ont parcouru ensemble le Boulonnais. « Quand on regarde qui les Français aimeraient comme Premier ministre, Attal n'est pas loin derrière Bardella... Il a quand même une bonne cote de popularité », assure le désormais ex-député.

Jean-Pierre Pont compte les jours. Il se surprend de n'avoir cette année que « le minimum syndical » de temps pour convaincre les Français. Il s'est aussi plaint de s'être vu, comme ses collègues, renvoyé dès mardi de son bureau à l'Assemblée nationale. En 1997, les candidats à leur réélection avaient pu laisser leurs affaires au moins jusqu'au scrutin. Il a finalement obtenu gain de cause. « Un certain nombre risque de rester sur le bas-côté de la route », souffle-t-il toutefois. Lui-même ne fait pas exception.

L'expérience lui offre le luxe de la lucidité. Avec Chirac, Jean-Pierre Pont avait trouvé deux motifs de satisfaction dans la défaite : avoir fait « le meilleur score des perdants », et gardé son mandat de maire. L'époque a changé.

D.C.



Le député du Pas-de-Calais repart en campagne, vingt-sept ans après la dissolution de l'Assemblée nationale, annoncée par Jacques Chirac.

En Italie, la bipolarisation a gagné du terrain aux européennes

LES RÉSULTATS des élections européennes montrent une stabilisation du système politique transalpin autour de deux blocs, au détriment des partis essayant d'exister hors du clivage droite-gauche. Les leaders des deux principales formations, Giorgia Meloni pour Frères d'Italie et Elly Schlein pour le Parti démocrate, ont joué le jeu de la campagne, se présentant comme têtes de liste, et ont amélioré leurs scores par rapport aux législatives de 2022. Elles paraissent en mesure de s'appuyer sur ces bonnes performances pour renforcer leur position respective de cheffe de gouvernement et de principale opposante.

Les deux femmes bénéficient aussi d'un allié de poids pour construire une proposition politique pour les législatives de 2027 : le temps. Aucun scrutin national n'est, en effet, prévu avant

électorale de sa coalition vers le centre grâce à la capacité d'attraction de Forza Italia, le parti plus modéré de l'alliance. Une opportunité alors que les deux partis centristes, partis en ordre dispersé aux européennes, ont payé la bipolarisation et n'ont pas atteint le seuil fatidique des 4%.

« Asymétrie historique ». De son côté, Elly Schlein, la secrétaire de Parti démocrate (PD, centre gauche), va devoir emprunter un chemin plus étroit, étant donné l'« asymétrie historique » - selon l'expression du politologue Giovanni Orsina - existant depuis 1994 entre les deux coalitions. Si la robustesse de son leadership et l'hégémonie de son parti à gauche de l'échiquier sont des préconditions pour construire une coalition compétitive, son récent score apparaît encore insuffisant. L'addition des suffrages du Parti démocrate (24%) et de ceux de la liste commune entre écologistes et extrême gauche (6,7%) aux européennes reste, en effet, très éloignée du résultat de la droite au pouvoir (47%).

Le PD peut difficilement se passer des populistes du Mouvement 5 étoiles, qui à pourtant enregistré, ce week-end, la pire performance depuis son arrivée sur la scène politique (9,99%), siphonné... par le Parti démocrate. Négocier avec 14 points d'avance est un atout, mais Elly Schlein ne peut compter sur l'homogénéité en place à droite : « Une alliance, c'est un processus. D'abord, il faut trouver des moyens de coexister, et, ensuite, il faut laisser le temps aux électeurs de s'habituer à la nouvelle configuration. On doit éviter de leur donner l'impression de n'être qu'un cartel électoral », décrypte un proche d'Elly Schlein. Heureusement pour elle, la gauche italienne ne doit pas se préparer à des élections en vingt jours, comme son homologue française.

Francesco Maselli (à Rome)
@FrMaselli

« Une alliance, c'est un processus. Il faut d'abord trouver des moyens de coexister, puis laisser le temps aux électeurs de s'habituer à la nouvelle configuration »

cette date - les élections régionales et les municipales, au calendrier étalé, permettant difficilement de tirer des enseignements globaux.

Giorgia Meloni va pouvoir progressivement tenter d'achever la transformation de Frères d'Italie, sa formation issue de l'extrême droite, en force conservatrice mainstream, tout en affrontant la conjoncture économique difficile dotée d'un solide leadership. La situation politique favorise également l'élargissement de la base

Le Président et sa photographie, l'intimité du pouvoir sur Instagram

LA PHOTO STUPÉFIE. La dissolution de l'Assemblée nationale en instantané, saisie en noir et blanc, au cœur de l'intimité du pouvoir. Soazig de la Moissonnière l'a publiée le 9 juin sur son compte Instagram, avec une vingtaine d'autres racontant la journée d'Emmanuel Macron le dimanche des élections européennes. Photographie officielle de l'Élysée depuis les premiers jours du premier mandat du chef de l'État en 2017, elle documente la présidence Macron au plus proche de son sujet.

De tous les collaborateurs du Palais, elle est celle qui a l'accès le plus large au Président, plus présente encore que ses plus proches conseillers. Elle est partout où le Président est, dans les rencontres officielles, dans les moments privés, dans les réunions avec ses conseillers ou ses ministres, dans ses déplacements, partout, tout le temps. Même parfois dans le PC Jupiter, la salle de crise ultra-sécurisée de l'Élysée à laquelle on n'accède que sur accréditation secret défense.

Torse nu. A force, tout le monde autour d'Emmanuel Macron s'est habitué. Plus personne ne le voit. Petite souris pour ses quelque 200 000 abonnés, et pour le reste du pays quand ses photos débordent dans le débat public. Emmanuel Macron en plein entraînement de boxe, en sweat à capuche et barbe de trois jours pendant la crise ukrainienne, torse nu au fort de Brégançon, enseveli sous les colliers de fleurs à Tahiti... Certains clichés provoquent parfois des polémiques. La plupart passent plus souvent inaperçus. Mis bout à bout, ils racontent une présidence de crises, Gilets jaunes, Covid, incendie

de Notre-Dame, guerre en Ukraine, dissolution... Avec parfois un côté hagiographique.

Emmanuel Macron remonte souvent les escaliers de l'Élysée en courant. Il multiplie les bains de foule. Il côtoie les grands de ce monde. Il se balade avec son chien Nemo. Il travaille dans l'avion présidentiel. Il enchaîne les réunions, affiche une mine grave, réfléchit beaucoup. Mais, parfois, il se détend. Toujours souriant. Un Président travailleur, dynamique et sympathique en toutes circonstances. Il s'agit de sculpter l'image d'Emmanuel Macron. Humaniser tant que possible la rigidité du pouvoir. C'est le rôle du photographe officiel de l'Élysée.

Tous les présidents ont eu le leur. Emmanuel Macron est le premier à en avoir une branchée sur un réseau social. Ça démultiplie l'impact. Encore plus quand le cliché est historique. Celui de la dissolution l'est, qu'il dit tout de la gravité du moment politique dans les regards de ses interlocuteurs. L'issue n'est pas connue, mais la photo restera, comme d'autres. C'est le but. Saisir l'histoire quand elle se présente. Pour laisser un témoignage. Celui de la crise de la Covid est saisissant. Sur le fil Instagram, le ronron des photos officielles suit son cours et soudain, les masques surgissent, les visages s'effacent, le virus apparaît. Et puis il y a, au tout début du travail de Soazig de la Moissonnière, ces clichés des premières heures du mandat d'Emmanuel Macron en 2017. Les mines enjouées à l'heure du triomphe. Sept ans plus tard, les regards se sont assombris, crépusculaires désormais.

François-Xavier Bourmaud
@fxbourmaud

Front populaire : petits faux-semblants sur le programme et vrai gros bras de fer sur les circons

DE LA NUPES au Front populaire, les vieilles habitudes demeurent : un accord se conclut dans la douleur. A croire que sans dramaturgie, pas de signature des états-majors. En ce quatrième jour de conclave au siège des Verts dans le Xe arrondissement de Paris, les esprits se sont d'abord échauffés très nettement. Côté socialistes, on s'est égaré en découvrant le tableau des circonscriptions tel que renvoyé par les stratégies de LFI jeudi matin. « Comment ont-ils pu à ce point saccager la ventilation des circonscriptions ? Toutes les circonscriptions gagnables nous ont été retirées au profit de candidats LFI ou EELV », s'indignent-ils.

Selon eux, écologistes et insoumis se seraient ligüés contre les roses pour faire en sorte que l'hégémonie du mouvement de Jean-Luc Mélenchon ne soit pas remise en cause au sein du nouveau Front populaire. Quitte, selon certains, à faire élire un député RN. C'est un bras de fer à grands coups de tableurs Excel pour obtenir le plus de circonscriptions gagnables auquel on assiste. « Sans union, on va nulle part, mais sans union rééquilibrée non plus », prévient l'eurodéputée tout juste élue sur la liste PS-Place publique, Chloé Ridet.

La veille, les voyants semblaient pourtant au vert. Socialistes, insoumis, écologistes et communistes s'étaient mis d'accord sur la portée du rééquilibrage acté par le score de Raphaël Glucksmann (14%) aux européennes : 229 pour LFI, 175 pour le PS, 92 pour les écologistes et 50 pour le PCF. Il ne s'agissait que d'un chiffre brut. Mais, à l'échelle de la France, tous les territoires ne se valent pas : certains sont réputés « imperdables » par la gauche, tandis que dans d'autres ce sera mission impossible pour les candidats investis par le Front populaire qui n'auront que deux semaines pour faire campagne.

Il est 11 heures ce jeudi, et - coup de théâtre - la direction du PS se prépare à l'hypothèse d'un échec des négociations avec les lieutenants de Jean-Luc Mélenchon. Localement, il a été demandé à tous les premiers secrétaires fédéraux du PS de se préparer à investir 577 candidats issus de l'écologie socialiste. « Est-ce du bluff dans la dernière ligne droite de la part d'Olivier Faure et ses sbires ? », se demande un conseiller LFI. « Il y a clairement un risque que ça pète », lui rétorque aussi sec un socialiste au cœur du réacteur.

De l'aveu même de l'insoumis Hadrien Clouet, c'est moins le fond du programme qui a ralenti l'avancée des discussions que la nécessité de gagner du temps pour marchander de meilleures circonscriptions. Ainsi, les média-

teurs progressent sur les réformes sociales, le soutien militaire à l'Ukraine et même sur la qualification du Hamas comme « organisation terroriste » dès lors que leurs homologues ne s'étripent pas côté circo. Un « start and stop » permanent entrecoupé de nombreuses suspensions de séance.

Officiellement, le récit unitaire dira que « les logiques d'appareil et les pinnallages de négociés se sont heurtés au mur du réel », ramenant les uns et les autres à la menace de voir l'extrême droite accéder aux affaires, le 7 juillet prochain. « On ne peut pas filer les clés du camion à Jordan Bardella », se répètent, par « esprit de responsabilité », les porte-parole de l'ex-Nupes.

Désaccords. Subsistent des désaccords de fond, et non des moindres. A commencer par la lutte contre l'antisémitisme, récemment jugé « résiduel » par Jean-Luc Mélenchon et source de divisions profondes à gauche. Les équipes de Place publique ont plaidé pour qu'une page entière - un « addendum » - lève toutes les ambiguïtés, en allant jusqu'à demander aux futurs élus du Front populaire de suivre des formations. Des gages qui ne suffisent pas à rassurer les juifs de gauche.

« Imaginez-vous que je me retrouve à voter Danièle Obono pour envoyer François Ruffin à Matignon, qui lui-même aura pour première

mesure la réintégration de Guillaume Meurice et ses blagues sur les prépuces », anticipe un fidèle partenaire du Front populaire de confession juive, encore étourdi par le virage à 180 degrés de Jean-Luc Mélenchon depuis le 7 octobre.

Justement, le nom du triple candidat à la présidentielle revient régulièrement chez les socialistes, historiquement hostiles à la Nupes, aujourd'hui convertis à l'idée d'un Front populaire avec LFI qui le soupçonnent de viser Matignon. Ainsi, le maire PS de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, et Carole Delga, présidente de la région Occitanie, ont tous deux fermé la porte à ce que Jean-Luc Mélenchon soit Premier ministre d'un hypothétique gouvernement de coalition des gauches.

Assez habilement, le leader insoumis a écarté l'idée de débattre avec Gabriel Attal et Jordan Bardella. « Le nouveau Front populaire n'a pas encore désigné son candidat Premier ministre. C'est donc aux chefs des grands partis de notre coalition d'aller à ce type de débats », a-t-il déclaré modestement sur X. Ce n'est pas au vieux singe qu'on apprend à faire la grimace. Gabriel Attal devra prendre son mal en patience dans cette campagne législative. Pour l'heure, il s'agit de « faire mieux » que le bruit et la fureur.

Antoine Oberdorff
@A.Oberdorff



Un rassemblement le 10 juin place de la République à Paris en opposition à l'extrême droite.

LR en voie de décomposition accélérée

LE BIG BANG DÉCLANCHÉ par Eric Ciotti n'en a pas fini de faire des ravages dans la maison LR. La fragile image d'unité affichée mercredi par les principaux dirigeants des Républicains, en rébellion contre leur propre président, coupable d'avoir pactisé avec le Rassemblement national, a volé en éclats moins de douze heures plus tard. Alors que la nouvelle direction du parti s'active pour investir au plus vite les candidats aux législatives, François-Xavier Bellamy a jeté un pavé dans la mare jeudi en expliquant sur Europe 1 qu'il voterait « bien sûr » en faveur du RN en cas de second tour entre la gauche du Front populaire et l'extrême droite.

Il s'agit d'une demi-surprise s'agissant d'un homme qui avait déjà affirmé en 2022 qu'il choisirait Eric Zemmour en cas de second tour Macron-Zemmour. Mais cette prise de position du vice-président exécutif des Républicains, propulsé la veille à la tête du parti en binôme avec la secrétaire générale, Annie Genevard, a remis une pièce dans la machine à divisions.

Car son point de vue est loin de faire consensus à droite. La veille, le président du Sénat, Gérard Larcher, avait ainsi laissé entendre qu'il s'abstiendrait dans pareille situation. « Personnellement, je ne ferais pas le choix de La France insoumise, ni le Rassemblement national », a-t-il affirmé sur TFI. « L'ADN de la droite républicaine, c'est : jamais le Rassemblement national », répète aussi depuis deux jours Xavier Bertrand, président de la région Hauts-de-France.

Embarras. C'est donc sans doute un peu vite que l'ex-eurodéputé LR, Geoffrey Didier, avait salué sur France info une « clarification salutaire » de la ligne du parti. L'embarras des nouveaux patrons du mouvement était d'ailleurs manifeste jeudi. « Nous ferons tout pour éviter d'avoir à arbitrer un duel Mélenchon-Le Pen au second tour. C'est le sens même de notre combat », élude ainsi Annie Genevard, interrogée sur les propos de son binôme. La

La nouvelle direction du parti a déjà fort à faire avec son président déchu, Eric Ciotti, lancé dans un bras de fer juridique et symbolique

position de François-Xavier Bellamy est « évidemment personnelle », dit aussi un proche de Laurent Wauquiez. La ligne à suivre au soir du premier tour des législatives « n'a pas été débattue, et ne le sera pas avant le premier tour. Chaque chose en son temps », ajoute-t-il. Signe qu'il a été rappelé à l'ordre par les siens, le philosophe a minimisé ses propos quelques heures plus tard, évoquant sur X une « position personnelle sur un second tour fictif » qui « n'est pas le sujet du moment ».

De fait, la nouvelle direction de LR a déjà fort à faire avec son président déchu, Eric Ciotti, lancé dans un bras de fer juridique et symbolique. Le Niçois, qui conteste son éviction devant la justice, s'est présenté jeudi devant le siège du parti pour se rendre dans son bureau de président, en compagnie d'un collaborateur et d'un huissier de justice. « Il est dans les lieux, mais plus personne ne lui répond », témoigne un permanent du parti.

Au même moment, la nouvelle direction de LR s'activait pour sécuriser juridiquement l'élection d'Eric Ciotti, avec la réunion vendredi en visioconférence d'un nouveau bureau politique, et organiser la riposte juridique pour interdire au Niçois et à ses candidats l'utilisation du logo LR. Le député des Alpes-Maritimes revendique 80 candidatures prêts à se présenter dans le cadre de l'accord conclu avec le RN, même si leur identité demeure mystérieuse. Les personnes sollicitées par Eric Ciotti doivent signer une charte par laquelle elles s'engagent à accorder leur vote de confiance à Jordan Bardella et à voter le budget du gouvernement RN. Elles sont aussi invitées à se rattacher, lors du dépôt de leur candidature en préfecture, non pas à LR, mais au micro-parti du Niçois. « A droite ! Les amis d'Eric Ciotti ».

Christine Ollivier
@Chr.Ollivier

Le jour où Reconquête a imposé

UNE DISSOLUTION, UNE UNION et... une implosion. Mercredi soir, Eric Zemmour sonne la fin de la récré : Marion Maréchal et ses soutiens, Guillaume Peltier, Nicolas Bay et Laurence Trochu, sont chassés de Reconquête, pour haute trahison. « Elle s'exclut d'elle-même de ce parti qu'elle a toujours méprisé », a martelé leur président, mercredi soir sur BFMTV, accusant son ex-alliée de « mentir » et d'être « entourée par des professionnels de la trahison ». Marion Maréchal regrette, elle, « un gâchis » jeudi sur TFI. Après des mois de haine larvée, il a fallu moins de 72 heures après l'annonce de la dissolution pour que le jeune parti, qui a sauvé sa peau aux élections européennes, explose.

La nièce de Marine Le Pen a commis la provocation de trop en exhortant, mercredi en fin de journée, à soutenir la coalition entre le RN et Eric Ciotti et en blâmant Eric Zemmour pour sa « triple faute », actant donc la rupture. Regard grave et costume noir, l'élue martèle qu'elle refuse de « participer à une énième division des droites », devant les caméras convoquées en dernière minute, profitant de leur présence face au siège des LR eux aussi en pleine crise. Les « trois compères en trahison » - Guillaume Peltier, Nicolas Bay et Laurence Trochu, donc - comme les a gracieusement surnommés l'expolémiste, sont présents mais muets. Toute la bande s'éclipse avant les questions. Selon une source, ils verraient par ailleurs à ne pas voir l'eurodéputée, conseillère et compagne d'Eric Zemmour, Sarah Knafo, siéger au sein du puissant groupe ECR à Bruxelles à leurs côtés.

« Traîtres ! » hurle-t-on dans le camp Zemmour. C'est un placement d'amis. Elle est

partie négocier pour vendre au RN ses cinq proches, grassement payés par Reconquête. Et a trahi nos électeurs deux jours après le scrutin, du jamais vu », s'indigne un cadre zemmouriste. Plusieurs proches de l'ex-tête de liste sont investis par le RN en vue des législatives (Agnès Marion, Thibaut Monnier, Anne Sicard, et Eddy Casterman), selon une information du Journal du dimanche, confirmée à l'Opinion par le RN. Eric Zemmour renchérit sur BFMTV : « Elle rejoint le clan familial. La vérité, c'est que Marion Maréchal a négocié quelques places misérables pour ses amis et son clan. C'est une opération clanique. »

Calomnies. Eux démentent avoir souhaité investir des candidats Reconquête face au RN, image à l'appui. « Soyons prêts partout et soyons prêts à nous retirer partout en cas d'accord », écrit, mercredi à 14 heures, Sarah Knafo, sur une boucle interne. Sauf qu'il n'y a pas d'accord. La veille, le RN a fermé la porte après un premier échange, lundi, entre Marion Maréchal, Jordan Bardella et Marine Le Pen. « Elle a fait la maligne, a eu les yeux plus gros que le ventre, et après elle sort les violons en accusant Zemmour », dénonce un proche. Les identitaires sulfureux, le nombre de circonscriptions, les anciens du RN, et l'arrivée d'Eric Ciotti sont en cause.

« Ce sont des mots blessants », a rétorqué par caméra interposée l'élue exclue. « J'ai apporté mon soutien à une coalition. Je n'ai pas négocié quoi que ce soit pour obtenir un poste de ministre le temps venu », a-t-elle insisté. Son fidèle soutien, Philippe Vardon, refait le film de la cam-

pagne. « Un tel niveau d'injures et de calomnies... Ce n'est pas ma première campagne et pourtant c'est la première fois que je vis ça », déplore-t-il. Le même a longuement vu Stanislas Rigault, du camp Zemmour, mardi matin. Lui reste fidèle au tandem Zemmour-Knafo pour le moment, sachant que le RN précise ne pas l'avoir investi.

Le « clan Marion » assure que des mails et émissions où figurait leur candidature n'ont jamais été envoyés aux adhérents. Et aussi que

« Elle rejoint le clan familial. La vérité, c'est que Marion Maréchal a négocié quelques places misérables pour ses amis et son clan. C'est une opération clanique »

Nicolas Bay et Guillaume Peltier n'avaient plus le droit d'écrire sur la boucle argumentaire de la campagne, ce que l'autre camp dément. Un proche de Marion Maréchal conclut : « ce sont des minables ». Et doute fortement de la capacité de la partie adverse à investir suffisamment de candidats. « Le siège appelle directement les circonscriptions pour mobiliser, personne ne veut y aller. Ils seront peut-être 200 ? », grince-t-il. Justement, l'équipe de Zemmour fait mine de croire encore au miracle en appelant au « grand rassemblement ».

Nina Jackowski
@Nina_Jacks

« Si les syndicats mobilisent autant qu'en 2002, ce sera un succès »

SYLVAIN BOULOUQUE est historien et spécialiste du syndicalisme et de la gauche radicale. Il a publié *Meurtres à la Grange-aux-Belles, quand les communistes flinguaient les anarchistes* aux Éditions du Cerf en 2024.

Les syndicats appellent à manifester contre l'extrême droite ce week-end. À quoi peut-on s'attendre ?

On ne peut pas présager de la capacité de mobilisation, mais on a des indices. Avec les manifestations plus ou moins spontanées depuis dimanche soir, à Paris mais aussi en province, il semble y avoir un regain de mobilisation. Si les chiffres atteignent ceux de 2002, ce sera un succès (le 1^{er} mai 2002, environ 1,3 million de personnes, dont 400 000 à Paris selon le ministère de l'Intérieur avaient défilé contre Jean-Marie Le Pen au second tour de la présidentielle).

Les syndicats manifestent contre l'extrême droite, mais les sondages indiquent que leurs bases sont peu à peu grignotées...

Oui, mais la tendance est moins forte que dans le reste de la population. Environ 20% des adhérents des centrales pourraient voter Rassemblement national (RN), c'est dix points de moins que l'ensemble de la population. Il faut aussi être prudent avec les sondages qui interrogent des segments selon leur « proximité » avec telle ou telle centrale. Il faut distinguer les permanents et les militants, pour lesquels on peut penser que peu partagent les idées du RN, des adhérents et des sympathisants, qui peuvent participer ponctuellement à des manifestations tout en votant RN.

Pourquoi le programme social du RN ne suffit pas à dissuader ces derniers ?

Jusqu'à hier, le programme du RN pouvait séduire sur quelques points : le retour de la retraite à 60 ans, la réindustrialisation, la protection des emplois. Mais il faut à aussi faire attention, ces propositions sont mouvant. Le RN a reculé sur son discours social de manière extrêmement rapide, et pourrait le faire d'autant plus s'il y a un rapprochement avec une partie des anciens de LR.

Comment expliquer ce RN aussi fort dans le monde du travail, alors que le chômage de masse a disparu ?

Cela ne veut pas dire que la perception du chômage de masse a disparu. L'emploi s'est précairisé, aussi. Le sentiment ne fait pas la réalité. Et les réseaux sociaux brouillent un peu

« Le RN a reculé sur son discours social de manière extrêmement rapide, et pourrait le faire d'autant plus s'il y a un rapprochement avec une partie des anciens de LR »

plus les cartes. En outre, depuis les années 1980, une partie de la gauche s'est réfugiée dans l'abstention, favorisant mécaniquement d'autres types de vote.

Les centrales perdent-elles le contrôle de leur base ? Que peuvent-elles faire ?

Elles peuvent montrer les écarts entre l'apparence sociale du RN et la réalité de son programme sur les questions économiques et sociales : primat des chefs, vision hiérarchique du travail... Elles peuvent rappeler les principes du syndicalisme originel comme le principe de l'égalité salariale et sociale quelle que soit l'origine du travailleur. Cependant, depuis 1984, personne n'a réussi à endiguer la vague FN/RN. Il n'y a pas de baguette magique, et les centrales syndicales ne peuvent pas être incriminées d'avantage que les responsables politiques ou associatifs.

Force ouvrière, la CFE-CGC et la CFTC n'ont pas rejoint l'appel à manifester des autres centrales. Les syndicats ont-ils toujours été divisés sur le fait de se positionner politiquement ?

Oui et non ! Si on prend le Front populaire de 1936, c'est la CGT de l'époque, l'ancêtre de FO, qui appelle à la manifestation antifasciste le 12 février 1934. La même chose est arrivée en 1961 lors du putsch d'Alger. En 1936, la CFTC a participé aux



Le 1^{er} mai 2002, environ 1,3 million de personnes, dont 400 000 à Paris, avaient défilé contre Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle.

mouvements sociaux, mais n'avait pas non plus donné de consigne de vote. Aujourd'hui, elles ne le font toujours pas, expliquant qu'un syndicat n'a pas à se mêler des élections politiques. Cela ne les empêche pas d'être assez clairs dans leurs communiqués. Dans le fond, c'est un appel à ne pas voter RN.

La gauche tente de créer un nouveau Front populaire et appelle les syndicats à le rejoindre. Peut-on retrouver le Front populaire de 1936 ?

Les configurations ne sont pas du tout les mêmes ! L'Italie n'est pas fasciste, l'Allemagne n'est pas nazie, et il n'y a plus d'URSS, qui cristallisait pour certains l'espoir d'un autre monde, en dépit du caractère criminel du régime. Ensuite, le processus qui a abouti au Front populaire n'est pas le même non plus. En 1934, c'est la CGT qui a appelé à manifester d'abord, avant d'être rejointe par les socialistes de la SFIO puis par les communistes. Il n'y avait pas de congrès payés, ni de Sécurité sociale, ni d'Etat providence. De plus, avant 1936, les formations de gauche avaient engrangé plusieurs succès électoraux, avec près de 50% des voix en 1932. La mobilisation de la population était importante. Entre la réunification syndicale de mars 1936 et l'été, on est passé de 700 000 syndiqués à plus de 3 millions, avec une population moins nombreuse qu'aujourd'hui. Entre 1934 et 1936, la gauche a réussi à mettre de côté ses divisions malgré des insultes. La SFIO s'est alliée aux communistes, alors qu'elle leur était fondamentalement opposée. En dépit des divisions, l'antifascisme a structuré l'unité des organisations de gauche. Aujourd'hui, il y a de réelles divergences sur les questions internationales comme l'Ukraine ou le conflit israélo-palestinien. Les considérations antifascistes et de politiques intérieures semblent primer. Reste à savoir si le deuxième aspect restera plus fort. Ces mots de « Front populaire » sont mobilisateurs, car ils sont un mythe unificateur de la gauche.

La CGT est le seul des principaux syndicats à avoir repris le terme « Front populaire ». Peut-elle incarner un véritable corps de doctrine aujourd'hui ?

Cela dépendra du succès de la journée de samedi et surtout des résultats électoraux. Si la gauche arrive au pouvoir, la CGT parviendra-t-elle à avoir réellement une influence ? Tout dépend de l'évolution des rapports de force. Les discours ont changé, alors que jusque dans les années 1980, la gauche espérait « renverser le capitalisme ». Aujourd'hui, lorsque Sophie Binet [secrétaire générale de la CGT] préface la réédition du programme du Conseil National de la Refondation (CNR), elle présente plutôt un syndicalisme centré sur la défense des conquêtes sociales. Cette absence de programme de transformation sociale portée par les syndicats peut être décevante. Peu revendiquent l'autogestion en entreprise ou un réel modèle alternatif, il s'agit plutôt de limiter l'influence du CAC 40. Toutefois, en 1936, le programme du Front populaire était aussi relativement timoré. Ce sont les grèves de mai et juin 1936 qui ont favorisé les conquêtes sociales : les congés payés, la journée de huit heures... Ces grèves étaient préparées localement, mais une explosion sociale relativement spontanée s'en est suivie. On verra comment se déroule le 7 juillet...

Interview Sarah Spitz
@sarah.spitz

Bloc-notes Ne pas dissoudre la France dans la dissolution

La chronique
de Bernard
Cazeneuve



En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale - le résultat des élections européennes s'il est connu - le président de la République a pris le risque de voir la France se donner au Rassemblement national. Qui a le sens des responsabilités et connaît l'Histoire sait que les Français sont parfois enclins à céder à leur propre colère, surtout lorsque beaucoup a été fait pour les y plonger.

La probabilité est donc grande, désormais, de voir le pays faire le pire des choix, la politique du pire l'ayant une nouvelle fois provoqué. Le chef de l'Etat semble considérer que le sort d'une nation, en temps de crise, peut se jouer sur tapis vert et que le pari peut s'avérer gagnant qui consiste à redonner la parole au peuple, en abattant soudainement toutes ses cartes. Mais la politique s'accommode mal des aléas des jeux de hasard avec ce qu'il transporte de chaos. En matière électorale, les coups de blues peuvent prolonger les coups de poker.

La seule question qui vaille, pour qui-conque aime notre pays, est donc celle du chemin le plus sûr pour éviter la victoire du Rassemblement national, les 30 juin et 7 juillet prochains, puisque les dés sont désormais jetés et que le résultat de la partie échappe au parieur qui l'a déclenchée.

L'issue favorable du scrutin supposera d'abord qu'Emmanuel Macron clarifie ses buts politiques et qu'il ouvre des perspectives permettant une sortie de la crise par le haut. Certes, les modalités de la dissolution, son annonce brutale et non concertée donnent avant tout le sentiment d'une tentative désespérée, destinée à prendre tout le monde de court. On ne peut non plus écarter totalement l'arrière-pensée consistant à vouloir demeurer seul debout, au milieu des décombres.

Gouvernance nouvelle. Mais de la verticalité si souvent évoquée, ne demeure aujourd'hui que l'ombre portée d'une statue sans bras, tenant à peine debout au cœur d'une nécropole. L'échec électoral cuisant subi par la majorité, à l'occasion des élections européennes, ne l'autorise pas à envisager son élargissement, par la menace proférée à l'encontre de parlementaires qui ne seraient

« Il serait hautement souhaitable, pour éviter l'avènement du Rassemblement national, que le président de la République accepte de voir les républicains ardents déterminer, le moment venu, les contours d'une grande coalition »

pas assez prompts à la rejoindre. Il serait donc hautement souhaitable, pour éviter l'avènement du Rassemblement national, que le président de la République accepte de voir les républicains ardents déterminer, le moment venu, les contours d'une grande coalition, ainsi que son programme, pour épargner à la France son déclassement sur la scène internationale.

Cela supposerait une gouvernance radicalement nouvelle, la prévalence, pour chaque parti, de l'intérêt supérieur de la Nation sur toute autre considération et la capacité à ne

plus décider seul de tout, à chaque instant. Si sans se renier, chacun acceptait alors de participer à l'œuvre commune de protection du pays, du risque funeste de l'extrême droite, le pays y gagnerait en force et en dignité.

La gauche a, dans ce contexte, une double responsabilité historique, celle de contribuer par les valeurs qu'elle porte et les alliances qu'elle constitue à ne pas laisser la moindre chance à l'extrême droite d'accéder au pouvoir, mais aussi celle d'être suffisamment crédible aux yeux des Français, pour exercer la responsabilité du pouvoir.

Si elle devait se priver de la possibilité d'atteindre simultanément ces deux objectifs, elle perdrait toute chance de gagner les élections législatives ou d'ériger une digue face à la vague qui monte et menace. Les forces de gouvernement doivent donc avoir le courage d'assumer une ligne résolument républicaine, qui fasse prévaloir l'unité et l'indivisibilité de la Nation sur le communautarisme et le brutalisme.

Face au péril de l'extrême droite, la gauche ne peut pas transiger sur le respect de l'autre dans le débat public. Elle ne doit pas non plus considérer comme secondaire la lutte contre l'antisémitisme et le racisme dans un monde où l'universalisme est mis à mal. La gauche doit par ailleurs affirmer une ligne européenne claire, une ambition de transition écologique qui ne soit pas décroissante, un souci d'efficacité économique qui ne sacrifie pas l'aspiration à plus d'égalité et de justice sociale, un devoir de rétablissement.

« C'est de l'intérêt supérieur de la Nation et non de considérations boutiquières, d'appétit de circonscriptions ou d'ambitions pour soi-même, que doivent résulter les choix faits pour la France »

ment des comptes publics sans lequel il n'est pas de souveraineté. Il faut enfin une gauche qui se dresse sans ambiguïté face aux dictateurs qui bafouent les règles du droit international et affirme son attachement à la démocratie, à l'ordre public et aux grands principes de l'Etat de droit.

Principes et valeurs. Lorsque l'avvenir d'une Nation est en jeu, ce sont les principes et les valeurs qui doivent présider aux alliances, pas l'inverse. C'est de l'intérêt supérieur de la Nation et non de considérations boutiquières, d'appétit de circonscriptions ou d'ambitions pour soi-même, que doivent résulter les choix faits pour la France. Refuser l'alliance avec LFI, ce n'est pas renoncer au rassemblement de la gauche, c'est au contraire, au lendemain du très beau score réalisé par le Parti socialiste aux élections européennes, le rendre possible sur des bases qui soient saines, réellement efficaces face à l'extrême droite et qui nous engagent collectivement, dans la fidélité à une histoire, à des idéaux, à des combats, que nous ne saurions abandonner à l'air vicié du temps présent.

Certes, l'absurdité de l'époque se mesure aussi à la propension d'une partie de la gauche à ostraciser ceux qui dénoncent les dérives du parti de l'outrance, alors même qu'elles contribuent, depuis des années, à donner au RN toutes les apparences de la respectabilité, en l'aidant à travestir sa vraie nature. La pression est forte, que les plus grégaires exercent sur ceux, trop peu nombreux, qui tiennent une ligne au nom de ce qu'ils croient juste et qui n'en dévient pas. Mais il faut tenir, au risque de la solitude.

Dans les moments troublés, où se joue l'essentiel qui engage la Nation, la sincérité est l'arme la plus sûre pour résister aux calculs cyniques et à l'abaissement de la politique, qui ont ruiné la confiance et constitué la cause première du tumulte qui s'est emparé du pays. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement l'Assemblée nationale que le président de la République a décidé de dissoudre. C'est bien le pays tout entier qui risque de se dissoudre du fait d'une irresponsabilité largement partagée. Chacun, qui peut contribuer à éviter que la machine infernale poursuive son chemin, doit se faire un devoir d'aider le peuple français à y parvenir avec lui.

Bernard Cazeneuve est ancien Premier ministre.

Retrouvez toutes nos chroniques
sur [lopinion.fr](https://www.lopinion.fr)

Les grandes puissances agricoles ne sont plus à l'abri des moissons irrégulières et des mauvaises récoltes. Pas même le pays de Vladimir Poutine, qui a fait des céréales une arme géopolitique

Blé: le dérèglement climatique chahute la domination de la Russie

Coup de froid

L'Union des céréaliers russes a livré mercredi ses premières estimations de moissons de blé pour 2024. La récolte, attendue colossale en février, à 93 millions de tonnes, sera finalement plus basse d'environ 15%, à 80 millions de tonnes en raison des aléas climatiques qui ont touché le pays. Sans remettre en cause totalement l'hégémonie russe sur le commerce mondial du blé, cela fragilise la stratégie d'utilisation de cette ressource comme une arme diplomatique.

Emmanuelle Ducros

PAR À-COUPS, depuis le mois de mars, les cours mondiaux du blé remontent. Jeudi, la tonne pour le contrat à terme de septembre sur Euronext était à 240 euros. C'est 20% de plus en quatre mois ! Avec des pics : elle a touché 270 euros en mai. « Le moment géopolitique et climatique est propice à des cours à la fois volatils et élevés », résume le spécialiste des céréales Arthur Portier, de chez Argus-Agritel. Il expliquait, en janvier, dans nos colonnes, s'attendre à une année de montagnes russes. Les faits ne le démentent pas.

« Montagnes russes » doit s'entendre au sens quasi-littéral du terme, car, comme le rappelle Sébastien Abis, auteur de *Géopolitique du blé*, la Russie a pris une place centrale dans le marché mondial. C'est essentiellement elle qui est à l'origine de la remontée des cours. « La demande mondiale pour cette céréale est stable (800 millions de tonnes chaque année). L'offre l'est aussi, théoriquement. Très légèrement supérieure à la demande, d'une dizaine de millions de tonnes, ce qui permet de faire un peu de stock. Mais surtout, les volumes susceptibles d'être échangés sont limités : 200 millions de tonnes, fournis par une petite dizaine d'acteurs... au premier rang desquels la Russie. Avec sa capacité à mettre l'an passé 50 millions de tonnes de blé sur le marché mondial, elle en détient un quart ! » La montée en puissance céréalière de la Russie depuis dix ans lui a permis de faire du blé une arme de guerre, un outil géopolitique dans la polarisation induite par le conflit en Ukraine. Les circonstances et une mauvaise récolte vont, cette année, la forcer à l'utiliser autrement.

Précipitations. Tout est question de météo. L'hémisphère nord est à un mois des moissons. Il devient possible de faire des estimations de récoltes. En Russie, c'est la déception. « En février, vu les surfaces emblavées, le pays s'attendait à une récolte de blé de 93 millions de tonnes, sensiblement comparable à celle de l'an passé (91 millions), compte Arthur Portier. L'hiver avait été pluvieux, juste ce qu'il faut. Mais ensuite cela s'est gâté. Le printemps a été très sec au sud de la Russie. Il a gelé au centre et les précipitations fortes ont empêché le semis des blés de printemps dans les régions de l'Oural et de la Volga. Les dernières estimations de récolte ne sont plus que de 80 millions de tonnes, soit 14% de moins ! »

Si l'on en croit les analystes, la récolte risque d'être moyenne aux États-Unis, (51 millions de tonnes), assez mauvaise en France (autour de 30 millions de tonnes, contre 35 l'an passé) et en Europe (130 millions de tonnes, en dessous de la moyenne des cinq dernières années) et passable en Ukraine (20 millions de tonnes

environ). Jusqu'aux récoltes australienne et argentine, en novembre, il n'y aura donc pas beaucoup de surplus à mettre sur les marchés.

Les conséquences seront multiples. D'abord, on le voit déjà, une hausse des cours mondiaux. Avec des effets inflationnistes chez nous - pour les produits à base de blé, mais aussi les volailles, les œufs... Et un renchérissement des budgets alimentaires dans les pays sous dépendance céréalière, notamment en Afrique et sur le pourtour méditerranéen.

Des interstices s'ouvrent dans l'hégémonie céréalière russe, composante de la puissance géopolitique du pays. « La Russie a encore des stocks, commente Thierry Pouch, le chef économiste des chambres d'agriculture. On n'est pas dans un risque de pénurie. Mais elle doit faire plus attention à ses exportations pour bien servir son marché intérieur. Et surtout, son blé est moins compétitif, car plus rare : elle ne pourra plus, dans les prochains mois, vendre de gros volumes en sacrifiant les prix, pour écarter la concurrence. La moindre

agressivité sur les prix laisse la place à d'autres origines. Il y a donc un espace diplomatique à reprendre sur le commerce du blé, particulièrement pour la France, qui garde un important potentiel exportateur. »

« **Arsenalisation** ». La remontée des cours a déjà produit quelques effets. L'Égypte et l'Algérie, qui se sont de plus en plus tournées vers la Russie ces dernières années, ont émis ces derniers jours des appels d'offres pour des achats importants à destination exclusive des fournisseurs européens. Intéressant quand on sait que la Russie a transformé les pays du bassin méditerranéen en un terrain d'affrontements commerciaux - et donc, idéologiques. Elle monnaye souvent son blé de façon immatérielle, en imposant des votes à l'ONU, par exemple.

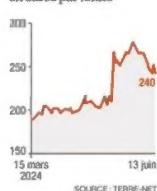
La situation doit aussi être réfléchie à plus long terme. « Que la Russie soit victime du climat et de la météo, cela démontre qu'aucun pays, même les grandes puissances agricoles, n'est à l'abri du dérèglement et des moissons ir-

régulières, note Sébastien Abis. Le commerce du blé est voué à être de plus en plus tendu ; trouver des volumes va devenir difficile. La Russie va donc renforcer sa politique d'arsenalisation du blé. Il ira vers les pays qui paient bien - avec sans doute moins de générosité intéressée en Afrique - et vers ceux qui se sont rangés dans le camp des amis de Vladimir Poutine. La Chine, la Turquie, l'Arabie saoudite, par exemple. »

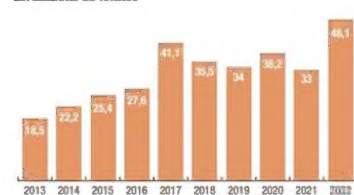
Pour Arthur Portier, le décrochage de la production va forcer la Russie à faire des choix. « C'est dame Nature qui chahute la domination russe. Si, cette année, Vladimir Poutine peut encore mobiliser des surplus pour continuer à régner par le blé, cela a des limites. Il peut vider ses silos... Mais c'est un pari. 2024 est la preuve qu'il ne peut plus compter sur une production linéaire, invariablement croissante. Une autre année de mauvaises récoltes le mettrait dans de vraies difficultés, y compris sur son marché intérieur. »

@emma_ducros X

Evolution du cours du blé tendre
Marché à terme (échéance en septembre 2024)
en euros par tonne



Les exportations de blé russe s'intensifient dans le monde
En millions de tonnes



RMC

EURO TALK SPORT

UEFA EURO 2024™

DU 14 JUIN AU 14 JUILLET

100% DES MATCHS EN INTÉGRALITÉ

RADIO OFFICIELLE

© Icon Sport

Claude Raynal (PS) et Jean-François Husson (LR) reprochent au ministre de ne pas avoir informé le Parlement d'un dérapage probable

Déficit de 2023: le réquisitoire du Sénat contre Bruno Le Maire

Accusatoire

Une note interne de Bercy alerte le 7 décembre d'un possible dérapage du déficit de 4,9% à 5,2%. Mais recommande de ne pas communiquer tant les choses sont incertaines. Ce sera finalement 5,5%.

Marc Vignaud

ALORS QUE LE RN promet déjà un audit de la gestion d'Emmanuel Macron pour préparer le terrain à d'éventuels renoncements à ses promesses, la mission d'information du Sénat sur la dégradation non anticipée du déficit 2023, a livré, mercredi, un réquisitoire sévère. Le président socialiste de la commission des finances du Sénat, Claude Raynal, et son rapporteur général LR, Jean-François Husson, se montrent implacables envers Bruno Le Maire et son ministre délégué aux Comptes publics, Thomas Cazenave. L'année dernière, le fossé entre les dépenses et les recettes a atteint 5,5% du PIB contre une prévision de 4,9%. Un écart « inédit depuis vingt-cinq ans », à l'exception de la grande crise financière de 2008.

Ce dérapage s'explique essentiellement par des rentrées fiscales plus faibles que ne l'avait anticipé par le pouvoir. Sa prévision de croissance n'est pas en cause. L'année dernière, l'activité a progressé de 0,9% alors que la loi de finances initiale tablait sur 1%. C'est l'épaisseur du trait, mais cela n'a pas empêché plusieurs grands impôts ne pas rentrer dans les caisses autant que prévu. Rien que pour l'Etat, près de 8 milliards d'euros ont manqué à l'appel par rapport aux espoirs de la loi de fin de gestion de fin d'année. Là encore, il s'agit d'un « niveau inédit dans l'histoire récente », les recettes s'étant révélées « toutes inférieures à des prévisions gouvernementales mal justifiées et imprudentes ».

Elasticité. Parmi la longue liste des espoirs déçus, la taxe exceptionnelle sur les producteurs d'électricité. La « Crim » (contribution sur les rentes infra-marginales) n'a pas eu le rendement espéré. Elle était pourtant censée financer une partie du bouclier tarifaire énergétique. « Fonder l'intégralité de l'équilibre budgétaire d'une année sur une recette nouvelle, unanimement reconnue comme incertaine, manquait de prudence », peut-on lire, même si la chute des recettes s'explique par

« Fonder l'intégralité de l'équilibre budgétaire d'une année sur une recette nouvelle, unanimement reconnue comme incertaine, manquait de prudence »

des prix de l'électricité moins élevés que prévu. Une baisse des prix qui a généré des économies côté dépenses puisque le bouclier a coûté moins cher.

La critique porte également sur les rentrées d'impôt sur les sociétés. Dans son « programme de stabilité » présenté en avril 2023, l'exécutif tablait sur une hausse de 12,1 milliards par rapport à la loi de finances initiale selon la mission du Sénat. « Aucune justification économique n'a pu être apportée pour expliquer ce niveau, pourtant unique dans l'histoire récente. »

D'une année sur l'autre, les prélèvements obligatoires ne réagissent pas avec la même intensité à l'évolution de l'activité. C'est ce que

les spécialistes appellent « l'élasticité » des prélèvements à la croissance. Sur le moyen terme, cette élasticité est proche de 1 : un euro de croissance génère 1 euro de rentrée fiscale supplémentaire. Mais ces dernières années, l'élasticité a été bien supérieure à 1. Pour chaque euro d'activité en plus, les impôts ont progressé de 1,20 euro (1,2) en 2021 puis 1,50 (1,5) euro en 2022. Cela ne pouvait pas durer. Le gouvernement avait bien anticipé un retournement en 2023, en tablant sur 60 centimes (0,6). Mais la réalité a été encore plus décevante, à 40 centimes. « L'année 2023 apparaît, de ce point de vue, comme une normalisation suite aux niveaux exceptionnels des années précédentes,

Lors de son audition sous haute tension, le patron de Bercy avait justifié le dérapage budgétaire par « une tempête parfaite »

sans doute difficile à apprécier précisément mais pas impossible, puisqu'une élasticité de 0,2 avait été observée en 2013 », considèrent les auteurs.

Lors de son audition sous haute tension, Bruno Le Maire avait justifié le dérapage budgétaire par « une tempête parfaite ». « La différence entre les deux quinquennats d'Emmanuel Macron est (...) patente, répliquait Jean-François Husson et Claude Raynal. Au début du premier, l'exécutif se montrait plus prudent dans ses prévisions, ce qui lui permettait, le cas échéant, d'afficher ex post des niveaux de déficit meilleurs qu'attendus. Désormais, le gouvernement semble porté par un optimisme déraisonné. »

« Ivresse ». « Peut-être l'ivresse a-t-elle emporté certains », a tacle Jean-François Husson devant la presse, en visant celui qui règne sur Bercy depuis sept ans et qu'il avait accusé d'avoir fait de la « rétention d'information ». « Je n'accepterai jamais, jamais que, dans ma fonction, on m'accuse de dissimulation », lui avait rétorqué l'intéressé.

Le 7 décembre, une note de l'administration, dévoilée par l'Opinion, alerte sur un possible dérapage du déficit à 5,2%. « Certes, cette note recommande de ne pas communiquer autour de cette prévision encore entourée de forts aléas », reconnaissent-ils. Mais Bruno Le Maire aurait alors pu réviser les prévisions du budget 2024 encore en discussion à l'Assemblée. Car tout dérapage une année se répercute quasi mécaniquement sur l'année suivante.

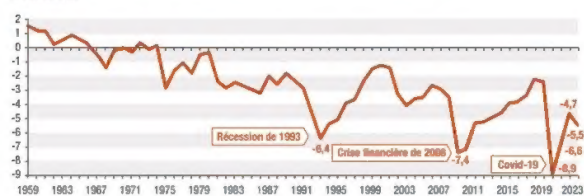
« Cette absence d'actualisation a privé les parlementaires des informations dont le gouvernement disposait sur la réalité de la situation budgétaire du pays, constatent les deux procureurs du Sénat. Elle a en particulier privé les députés, appelés à se prononcer sur une motion de censure déposée par l'opposition dans le cadre de la procédure prévue par l'article 49-3 de la Constitution, de voter en pleine connaissance de cause ».

Cela s'est terminé par une dégradation de la note de la France par Standard and Poor's de AA à AA- le 31 mai. Ce qui a permis à Claude Raynal d'appuyer là où ça fait mal. « Lorsque la France avait connu une dégradation de sa notation par la même agence en 2013, (Bruno Le Maire) disait : "cette dégradation est un carton rouge à la politique économique et budgétaire de François Hollande" ».

@mvignaud

Evolution du solde public de la France sous la V^e République

En % du PIB



SOURCE : COMMISSION DES FINANCES, D'APRÈS LES DONNÉES DE L'INSEE

Réunies au sommet du G7, toutes les deux ont le vent en poupe. On ne peut pas en dire autant de leurs homologues masculins

La « dolce vita » de Giorgia Meloni et Ursula von der Leyen

Au top

Les dirigeants du G7 ainsi que d'autres leaders internationaux sont réunis de jeudi à samedi dans les Pouilles, en Italie. Jeudi, ils ont trouvé un « accord politique » sur l'utilisation des intérêts générés par les avoirs russes gelés pour débloquer 50 milliards de dollars en faveur de l'Ukraine, a indiqué un responsable de la Maison-Blanche à l'AFP.

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)

DANS UN OCÉAN de mines boudeuses, deux sourires. Ceux de la présidente du Conseil italien, Giorgia Meloni, et de la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, qui entretiennent par ailleurs une bonne relation de travail. La première triomphait, jeudi, comme hôte du sommet du G7, près de Bari dans les Pouilles. Signe de sa bonne humeur, elle est venue en avance au podium dédié à la traditionnelle « photo de famille ». Sans attendre le président américain Joe Biden, le Premier ministre canadien Justin Trudeau, le président français Emmanuel Macron, le chancelier allemand Olaf Scholz, le Premier ministre britannique Rishi Sunak, ni le Premier ministre japonais Fumio Kishida, elle a improvisé un selfie avec les cameramen et photographes présents. « Maintenant, dois-je taper tout le monde ? leur a-t-elle dit en riant. Faisons le post le plus long de l'histoire... ».

Avec le Premier ministre polonais Donald Tusk, l'Italienne est l'un des rares dirigeants européens à être sorti renforcé des élections européennes du 9 juin. Son parti est arrivé tête avec 28% des suffrages, confortant sa stratégie nationale d'union des droites, difficilement répliquable à échelle européenne. Elle a devant elle trois années de tranquillité puisque la prochaine échéance électorale nationale est en 2027.

Déconfiture. Elle compte bien capitaliser sur ces succès, enchaînant les interventions médiatiques. « Je suis fière que notre nation se présente au G7, en Europe, avec le gouvernement le plus fort de tous », s'est-elle félicitée dimanche. « Un gouvernement solide signifie aussi que vos interlocuteurs savent qu'ils auront encore affaire à vous pendant un certain temps ; l'Italie peut être un point d'ancrage dans le chaos et l'incertitude que nous vivons chaque jour, a-t-elle renchéri lundi soir, sur la chaîne de télévision Rai 1. Ce sera un élément de force dans les négociations pour la prochaine Commission européenne ». Dans ces dernières, l'Italie sera « protagoniste et non spectateur », avec « un seul critère qui est celui de l'intérêt national italien », prévient la responsable.

Le contraste est saisissant avec ses six invités de marque dans les Pouilles. Emmanuel Macron, dont le parti a obtenu 14% des voix aux européennes, pourrait se retrouver avec un Premier ministre issu du RN d'ici un mois. Olaf Scholz est contesté suite à la déroute des socialistes et à la montée de l'AFD en Allemagne. Joe Biden,

« Il y a quelques années, c'était Angela Merkel qui décidait de tout, aujourd'hui, on manque un peu de leadership avec Macron et Scholz »

accusé d'être sénile, a vu son fils condamné pour possession illégale d'arme à feu alors qu'il était consommateur de crack. Justin Trudeau est à la traîne dans les sondages et doit répondre à des questions sur une éventuelle démission. Enfin Fumio Kishida n'a jamais été aussi peu populaire en son pays.

« Il y a quelques années, c'était Angela Merkel qui décidait de tout, aujourd'hui, on manque un peu de leadership avec Macron et Scholz. Giorgia Meloni bénéficie des circonstances, elle se retrouve au centre du jeu », commente une source au Parlement européen. De fait, elle détient la clé de la recomposition des groupes de droites au Parlement européen, en fonction de son acceptation ou pas du Premier ministre Viktor Orban dans son groupe de souverainistes (ECR), qui fait le lien entre le centre droit (PPE) et l'extrême droite (ID). Au sein d'ECR, elle a pris l'ascendant sur le PiS



La présidente de la Commission européenne et la présidente du Conseil italien au sommet du G7, à Borgo Egnazia, en Italie, ce jeudi.

polonais. « Avec la droitisation européenne, elle est le centre de gravité entre la droite et l'extrême droite, souligne un eurodéputé. Elle fait partie des discussions avec les gens qui décident, elle est consultée là où il y a cinq ans Emmanuel Macron et Angela Merkel prenaient d'abord une décision tous seuls. Elle était à la manœuvre sur l'aide à l'Ukraine, pour lever le veto de Viktor Orban ».

Un diplomate européen nuance : « elle conserve son rôle de pivot dans la recomposition de la droite, mais elle n'est pas faiseuse de rois au Conseil européen, elle ne pourra pas s'opposer seule à une décision. Elle est forte dans son pays et pourra en défendre les intérêts ».

Une autre femme va bien : Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, candidate à un second mandat. Que de choses ont changé en cinq ans ! À l'époque, elle avait été propulsée à son poste sans être le choix de son parti, qui le lui avait fait sentir. Pour la première fois de l'histoire de la Commission, on lui avait flanqué deux vice-présidents exécutifs, venus d'autres groupes politiques, qui se révélaient présidents à sa place, Frans Timmermans et Margrethe Vestager. Depuis, Frans Timmermans est rentré aux Pays-Bas et Margrethe Vestager a échoué à se faire nommer à la Banque européenne d'investissement.

Légitime. Plus encore, le PPE a élu Ursula von der Leyen candidate à la présidence de la Commission, et a remporté les élections, augmentant son nombre de sièges pour la première fois depuis 2009. Aussitôt, les socialistes et les verts ont appelé le Conseil européen à respecter ce résultat, et donc, à renouveler Ursula von der Leyen comme présidente. Les Vingt-Sept en discuteront lundi à Bruxelles. La responsable allemande est confiante. Le soutien de Berlin est assuré. Celui de Giorgia Meloni aussi, cette dernière voulant surtout un poste élevé pour le commissaire italien. La France entretient le suspense pour obtenir des gages, mais reconnaît que c'est l'hypothèse centrale. Lors d'un déjeuner mardi à Paris avec Emmanuel Macron, « Ursula von der Leyen a exprimé une grande proximité avec l'agenda de souveraineté européenne du président à la Sorbonne, une condition programmatique préalable pour un nouveau contrat de confiance », souligne-t-on dans l'entourage du chef de l'Etat.

« Elle est légitime politiquement, étant Spitzenkandidat de son parti, en dépit des réticences sur sa personne, parfois même au sein de sa famille politique ; et beaucoup de gouvernements veulent de la stabilité à la Commission vu la situation en France, aux Etats-Unis, la guerre en Ukraine et au Proche-Orient », ajoute Arnaud Dandjeon, vice-président (LR) du PPE.

Et Ursula von der Leyen, comment va-t-elle ? « Elle est toujours dans le moment, dans l'action, vante un de ses proches. Après deux mois de campagne, elle s'est immédiatement engagée dans une série de rencontres internationales au plus haut niveau. Le verdict des urnes l'a confortée et elle travaille dans une certaine sérénité. Elle se projette dans les mois à venir ». Mais ne vous attendez pas à la voir siroter des cocktails sur la plage. « C'est une femme qui travaille énormément ses dossiers (qui mêlent une technicité très forte avec énormément de politique), et cela ne changera pas le moins du monde », ajoute cette source.

@jadeGrandin

L'annonce de Bruxelles d'une surtaxe sur les voitures chinoises ouvre une période d'intenses négociations avec Pékin

Voitures électriques: le bras de fer entre l'UE et la Chine débute

Cartes sur table

Les droits de douane imposés par Bruxelles sont en moyenne inférieurs à ceux auxquels sont soumis les véhicules chinois sur d'autres marchés. La semaine dernière, la Turquie a décidé une surtaxe de 40 % sur toutes les voitures de l'empire du Milieu. En revanche, la Norvège, l'un des pays les plus équipés en véhicules électriques, a annoncé qu'elle ne s'alignerait pas sur la décision bruxelloise. « L'introduction de droits de douane sur les voitures chinoises n'est ni pertinente, ni souhaitable », a déclaré le ministre des Finances norvégien Trygve Slagsvold Vedum.

Claude Leblanc

« DANS LE CADRE de son enquête en cours, la Commission européenne a provisoirement conclu que la chaîne de valeur des véhicules électriques à batterie (VEB) en Chine bénéficie de subventions déloyales, ce qui constitue une menace de préjudice économique pour les constructeurs de l'Union européenne (UE). » C'est en ces termes que Bruxelles a annoncé dans un communiqué, mercredi, l'imposition d'un droit de douane supplémentaire de 21 % sur les importations de la plupart des véhicules électriques made in China.

Certaines entreprises seront soumises à des taxes encore plus élevées. Les voitures de SAIC seront frappées d'un droit de 38,1 %, la Commission lui reprochant de ne pas avoir participé à l'enquête. Pour BYD, les droits s'élèvent à 17,4 % et pour Geely à 20 %, ces deux entreprises ayant été considérées comme plus respectueuses de l'investigation de l'UE. « La Commission a pris contact avec les autorités chinoises pour discuter de ces conclusions et explorer les moyens de résoudre les problèmes identifiés, d'une manière compatible avec les règles de l'OMC. Si les discussions n'aboutissent pas à une solution efficace, ces droits compensateurs provisoires seront introduits à partir du 4 juillet », peut-on lire dans le document diffusé par l'UE.

« **Protectionnisme** ». Les responsables bruxellois font valoir que « l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement est subventionné. Depuis le raffinage du lithium utilisé dans les batteries jusqu'à la production de cellules et de batteries, en passant par la production de VEB et même le transport des VEB vers les marchés de l'UE. » Ces accusations ont déclenché de vives réactions à Pékin. « L'UE a ignoré les faits et les règles de l'OMC, la forte opposition répétée de la Chine, les appels et les discussions de nombreux gouvernements et industries membres de l'UE, et a agi unilatéralement », a répondu le ministère du Commerce chinois quelques minutes après l'annonce.

Les Chinois s'attendaient à ce que les Européens appliquent des droits de douane même si, la semaine dernière, certains médias évoquaient les difficultés rencontrées par la Commission pour trouver un terrain d'entente sur

Le ministère du Commerce de Pékin a dénoncé « un acte de protectionnisme flagrant, créant et intensifiant les frictions commerciales »

la mise en œuvre de la mesure. En réaction, les autorités de Pékin ont promis de prendre toutes les dispositions nécessaires pour défendre fermement les droits et les intérêts des entreprises chinoises, estimant que Bruxelles « a construit et exagère délibérément le soi-disant programme de subvention ». Le ministère du Commerce a dénoncé « un acte de protectionnisme flagrant, créant et intensifiant les frictions commerciales » qui « détruit la concurrence loyale » au nom de la « sauvegarde de la concurrence loyale », ce qui est la plus grande des « iniquités ».

Désormais, la diplomatie va prendre le relais. « Nous allons maintenant engager le dialogue avec les autorités chinoises et toutes les parties concernées afin de finaliser cette enquête », a indiqué Valdis Dombrovskis, le responsable du commerce de l'UE. De son côté, le ministère des Affaires étrangères chinois a rappelé, mercredi, que l'enquête anti-subsidations

de l'UE violait « les principes de l'économie de marché et les règles du commerce international », et qu'elle « porterait atteinte aux intérêts de l'UE ». « L'enquête anti-subsidations de l'UE sur les VEB chinois est essentiellement un acte de protectionnisme », a estimé son porte-parole, Lin Jian.

Aux yeux de Pékin, l'annonce bruxelloise s'inscrit dans le droit fil de la décision prise par les Etats-Unis, il y a un peu moins d'un mois, d'imposer un accroissement, de 25 % à 100 %, des droits de douane sur les véhicules électriques importés de Chine. Autrement dit, le pays entend mettre en avant l'alignement de l'UE sur la politique chinoise des Américains et souligner la contradiction avec l'idée de « souveraineté européenne » défendue par certains dirigeants.

Il faut s'attendre à ce que Pékin réagisse avec des mesures visant certains pays, comme la France et l'Allemagne. L'enquête antidumping lancée en janvier sur les alcools distillés en Europe devrait vraisemblablement aboutir à la mise en place de surtaxes qui pénalisent en particulier les producteurs français, qui exportent 20 % de leurs marchandises sur le territoire chinois.

La crainte de mesures de rétorsion sur les voitures européennes haut de gamme, autrement dit allemandes, est au cœur du rapport de force que les Chinois vont tenter de mettre en œuvre. Cela pourrait aboutir à un accord négocié avec Pékin avant que les droits de douane ne deviennent permanents en novembre. D'ici là, les discussions seront intenses et compliquées par la situation au sein de l'UE où les tenants du protectionnisme ont marqué des points à l'issue des élections du 9 juin.

@japonline X

L'Agence internationale de l'énergie escompte un excédent majeur d'ici à 2030, contredisant ainsi la thèse de l'écologiste pro-nucléaire

Fin du pétrole ? Jean-Marc Jancovici à côté de la plaque

Or noir

L'AIE vient de publier son rapport annuel sur les marchés pétroliers : le monde va finir par produire plus de pétrole qu'il n'en réclame.

Irène Inchauspé

POUR JEAN-MARC JANCOVICI, notre modèle de croissance finira en même temps que l'extinction prochaine des énergies fossiles. « Quand il n'y aura plus de pétrole, il ne sera plus possible d'assurer plus de quatre vols en avion dans une vie à chaque terrien », avait-il même déclaré en 2023 sur France Inter, suscitant une belle polémique. « Il est le seul à penser cela, le Giec, par exemple, ne prévoit pas du tout la fin du pétrole, il indique qu'il faut éviter de tout brûler si nous voulons échapper à un monde à « 4 degrés », indique l'économiste Christian Gollier. Pour enfoncer le clou, les prévisions de ce polytechnicien, écologiste pro-nucléaire, auteur de la BD best-seller *Le Monde sans fin*, sont contredites par l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE).

Celle-ci vient de publier son rapport annuel sur les marchés pétroliers. Elle s'attend à un « excédent majeur » d'ici à 2030. La demande mondiale devrait se stabiliser à 106 millions de barils par jour vers la fin de la décennie, tandis que la capacité d'approvisionnement globale pourrait atteindre 114 millions de barils. Ceci se traduirait par « un chiffre stupéfiant de 8 millions de barils par jour au-dessus de la demande mondiale projetée ». On comprend que l'agence de l'ONU soit stupéfaite et on imagine que Jean-Marc Jancovici doit l'être aussi. Cela signifie que le monde peut produire plus de pétrole qu'il n'en réclame !

L'AIE a détaillé la façon dont elle est parvenue à ce résultat. « Sur la base des politiques actuelles et des tendances du marché, la forte demande des économies à croissance rapide d'Asie, ainsi que des secteurs de l'aviation et de la pétrochimie,

Alors que les affrontements redoublent d'intensité, les deux alliés du Conseil de sécurité font tout pour désamorcer la crise

Israël-Hezbollah: Etats-Unis et France veulent éviter la guerre

Appel au calme

Jeudi, le Hezbollah a lancé plusieurs attaques simultanées avec des missiles Katioucha et Falaq ainsi que des drones sur six casernes et sites militaires israéliens tandis que Tsaïhal a intensifié ses frappes contre le mouvement politico-militaire chiite depuis près de deux mois. Le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, s'est entretenu mardi avec le ministre israélien de la Défense Yoav Gallant pour discuter des moyens de désamorcer les tensions le long de la frontière israélo-libanaise.

Pascal Airault

« LA QUESTION AU LIBAN n'est plus de savoir si la guerre [NDLR : avec Israël] va éclater, mais quand », prédit Ali Hamade, éditorialiste au journal libanais *Annahar*. Vu de Beyrouth, tous les signes avant-coureurs sont présents. La multiplication des escarmouches entre Tsaïhal et le Hezbollah ces derniers jours ouvre la voie à une guerre totale. Elle est désormais attendue au cours de cet été même si, pour l'instant, les deux belligérènes sont encore dans un conflit de basse intensité.

Depuis le mois d'octobre, les frappes israéliennes ont tué quelque 300 combattants du Hezbollah et 80 civils au Liban, selon un décompte de Reuters, contre 1200 lors de la guerre de 2006. Les attaques perpétrées par le mouvement politico-militaire chiite ont tué 18 soldats israéliens et 10 civils, d'après Tel-Aviv, contre 120 en 2006.

Mais, les échanges de tirs redoublent d'intensité. Mercredi, le mouvement dirigé par Hassan Nasrallah a lancé près de 215 roquettes sur Israël.



SIPA PRESS

Un bombardement de l'aviation israélienne contre le Hezbollah, à Aitaroun, au Liban, le 8 juin.

Une réponse à l'élimination, la veille dans des frappes de Tsaïhal, de Taleb Sami Abdallah, chef de l'unité dite « de la victoire », responsable des activités militaires dans la région orientale du Liban-Sud, et de trois autres combattants à Jouayah.

Surtout, Tsaïhal ne se contente plus de frapper à la frontière. Il vise des positions du « Parti de Dieu », surnom du Hezbollah, à l'intérieur du pays. Le gouvernement a récemment autorisé le rappel de 50 000 réservistes supplémentaires en prévision d'une intervention terrestre. Nombre d'officiers israéliens redoutent toutefois l'ouverture d'un second front avec un ennemi considéré comme plus dangereux que le Hamas.

Crise économique. A Washington comme à Paris, cette escalade est considérée comme très dangereuse. Elle est porteuse de confrontation régionale, ce que les deux capitales occidentales veulent éviter. Les Etats-Unis sont en année électorale et la France est soucieuse de ses intérêts dans la région.

En début de semaine, les responsables de l'administration Biden et des parlementaires du Congrès ont reçu le plus haut gradé de l'armée libanaise, le général Joseph Aoun. Il a demandé une aide financière et matérielle auprès des Etats-Unis pour pallier aux difficultés de paiement des salaires et de recrutement en raison de la crise économique.

Joseph Aoun avait été reçu à déjeuner à l'Élysée en compagnie de Najib Mikati, Premier ministre sortant, le 19 avril dernier. La France ne ménage pas, non plus, ses efforts pour éviter une escalade. L'envoyé spécial du président français pour le Liban, Jean-Yves Le Drian, s'est rendu à cinq reprises dans le pays, dont la dernière fois la semaine passée. Comme Washington, Paris cherche depuis longtemps à renforcer les FAL, dont les Occidentaux veulent faire un contre-poids à l'influence militaire toujours grandissante du Hezbollah. Washington plaide pour le déploiement des FAL au Sud Liban afin de surveiller avec les casques bleus de la Finul (mission des Nations unies) une future zone tampon négociée entre Israël et le Hezbollah.

Le 8 juin, Joe Biden, qui était en visite d'Etat en France, et Emmanuel Macron ont harmonisé leurs positions sur le Liban. Les deux dirigeants se sont notamment engagés à travailler ensemble pour faire « retomber les tensions le long de la Ligne bleue [NDLR : ligne de démarcation établie par l'ONU en 2000 qui sépare le Liban d'Israël et du plateau du Golan] ». Ils appellent les belligérènes à faire preuve de la plus grande retenue. Paris discute à la fois avec le Hezbollah et Israël, dont les émissaires ont été reçus récemment en France, d'un « cessez-le-feu » et prône l'ouverture de négociations sur la délimitation de la frontière terrestre, un point de contentieux.

Mais la reprise des tensions actuelles est d'abord liée à ce qui se passe à Gaza. Le Hezbollah n'est pas prêt à arrêter les hostilités tant qu'un cessez-le-feu n'aura pas été signé entre le Hamas et l'armée israélienne. Or, pour l'instant, Benjamin Netanyahu n'a pas prévu de suspendre les opérations alors que Tsaïhal accentue son offensive dans la ville de Rafah.

L'opposant centriste Benny Gantz vient de quitter le cabinet de guerre en raison de nombreux désaccords. L'ancien Premier ministre reproche à Netanyahu de ne pas préparer le jour d'après et d'être faible face au Hezbollah. Pour le Premier ministre, la question est particulièrement sensible. Il s'est engagé à ramener les 90 000 déplacés israéliens dans leurs villages du nord avant le 1^{er} septembre prochain.

@P. Airault X

Global Britain Cherche « petits blancs » désespérément

La chronique
de Marc
Roche



Considéré comme l'une des publications les plus influentes de la planète, *The Economist* défend le credo cher aux élites éclairées, attachées à la déréglementation, au libre-marché et à la libération des mœurs. Mais les flegmatiques lecteurs de l'hebdomadaire ont esquissé un lever de sourcil en découvrant l'autre jour un article consacré aux élections législatives britanniques du 4 juillet. Intitulé « A la recherche de l'électeur blanc », le texte iconoclaste proclame que les Britanniques de souche, qui constituent les trois quarts de l'électorat, sont les grands oubliés en cours.

À la surprise générale, le journal d'opinion cher aux milieux d'affaires s'inquiète du sort des autochtones disparus du paysage politique. La compassion de *The Economist* envers les « petits blancs », appelons-les ainsi, est bienvenue. En effet, les leaders des deux principales formations en lice, les Tories et le Labour, ont délibérément occulté la tribu désertée dont la voix est inaudible dans les débats en cours.

À droite, le Premier ministre Rishi Sunak, éduqué dans un pensionnat privé et à l'université d'Oxford, richissime par mariage, est à des années-lumière d'une catégorie sociale qui se sent marginalisée par le sentiment de déclassement, les difficultés de se loger ou d'accéder aux services publics et la concurrence des immigrés pour l'emploi.

Gauche, Keir Starmer, ancien procureur de la couronne, également moulé à l'université d'Oxford, représente une circonscription londonienne à la population bourgeoise-bohème-rose caviar comme on n'en fait plus. Il est prêt à tout pour séduire les chefs d'entreprise méfiants à l'encontre d'un parti perçu comme hostile au business. Par ailleurs, le favori de la compétition entend choyer la communauté musulmane mécontente de ses atermoiements sur le conflit de Gaza en incluant dans son manifeste électoral la reconnaissance d'un Etat palestinien. Il ne se soucie guère des blancs qui cohabitent difficilement avec les minorités noires et asiatiques dominant désormais les zones périphériques des grandes villes.

Laissez-pour-compte. Pourtant, les laïcs-pour-compte de la consultation avaient assuré le triomphe électoral du conservateur Boris Johnson lors du suffrage de décembre 2019. En promettant d'achever le Brexit, l'intéressé était parvenu à capturer le « red wall », les bastions travaillistes du Nord de l'Angleterre et des Midlands. Cette classe sociale se sent aujourd'hui orpheline après l'éviction du pouvoir en 2022 de « Bojo » dont ils appréciaient l'anticonformisme et le don de comique trouper.

Pour comble, voilà que la sortie de l'Union européenne, portée aux nues par les « petits blancs », est le sujet tabou du vote de l'été. En vertu d'un accord implicite, les deux adversaires ont enterré la controverse sur l'échec du Brexit. Le renoncement est compréhensible au vu de leurs responsabilités dans la déconfiture du divorce de l'UE. Lors du référendum de 2016, Rishi Sunak, fervent partisan du retrait, avait défendu bec et ongles le concept du « Singapour sur Tamise » en prenant modèle sur la cité-Etat pour devenir un paradis fiscal sans entraves

aux portes de l'UE. La Commission européenne et l'OCDE avaient tué dans l'œuf ce schéma ultralibéral. Pour sa part, Starmer est demeuré jusqu'au bout à son poste de porte-parole sur le Brexit du cabinet fantôme de son prédécesseur, Jeremy Corbyn, sans émettre d'objection aux positions eurosceptiques de son patron gauchiste.

La fin de la libre-circulation des ressortissants européens avait été au cœur de la vulgate des « Brexiteers ». Huit ans plus tard, la reprise du contrôle des frontières promise par les Tories n'est pas au rendez-vous, loin de là. Pour parvenir à réduire l'immigration illégale, il aurait fallu que le Royaume-Uni sorte de la Convention européenne des droits de l'homme afin de mettre en application sa loi controversée d'expulsion des migrants clandestins au Rwanda. Le maintien

« En dépit de mouvements sporadiques d'intolérance, à l'instar de la sortie de Nigel Farage, le président du parti Reform UK, le Royaume-Uni a été jusqu'à présent épargné par la montée en puissance des extrêmes »

d'Albion a été réitéré de facto dans le manifeste électoral conservateur présenté le 11 juin. Le rôle historique des avocats britanniques dans l'élaboration du mécanisme de protection a servi d'excuse à ce tour de passe-passe. Dans un tel contexte, il n'est guère étonnant que la victoire du RN aux européennes ait suscité un fort écho outre-Manche.

Formules chocs. Réputé pour son goût des formules chocs, Nigel Farage, président du parti Reform UK, joue la carte de la provocation outrancière. Celui qui n'est plus le pestiféré qu'il était, se définit comme un « politicien démocrate libertaire » au service d'une idéologie ouvertement xénophobe. Ainsi, à propos de la décision controversée de Sunak d'écourter sa présence aux commémorations des 80 ans du débarquement de Normandie, l'orateur préféré du peuple de droite a déclaré que le Premier ministre « ne comprenait pas notre culture » en raison de ses origines indiennes !

Reste qu'en dépit de mouvements sporadiques d'intolérance, à l'instar de la sortie de Nigel Farage, le Royaume-Uni a été jusqu'à présent épargné par la montée en puissance des extrêmes. La raison est double. Tout d'abord, le système électoral uninominal majoritaire à un tour renforce le bipartisme Tory-Labour au détriment des autres formations. C'est pourquoi, si Reform UK monte dans les sondages au point de menacer l'occupant du 10 Downing Street, Farage n'est pas assuré d'être élu à la Chambre des Communes. Ensuite, le Parti conservateur a toujours accueilli en son sein les éléments les plus ultras. Il en est de même du parti travailliste qui comporte une aile radicale « antisénite » et antisémite, dans le style de LFI.

« Le passé est une terre étrangère : on y fait les choses autrement qu'ici » : la phrase d'ouverture du *Go Between* (Le Messager), le chef-d'œuvre de L.P. Hartley, résume l'aptitude des Britanniques à faire les choses différemment de leurs voisins. Plus que jamais pétris dans leur corps-à-corps après le triomphe du RN et l'annonce de la dissolution, les Français doivent regarder avec envie le scénario probable d'une alternance tranquille au début juillet au profit de Keir Starmer. Et pour cause, en termes de faisabilité, de crédibilité et de coût, les programmes des deux principaux partis en présence se situent au centre, toutes !

@MarcRoche18
ROBERTO FRANKENBERG

Le cercle des initiés Dissolution: en Bourse, bonjour les dégâts!

La chronique
de Alexandre
Garabedian

LA DISSOLUTION DES BANQUES FRANÇAISES

Dix milliards d'euros de capitalisation boursière évaporés en deux jours, c'est le coût de l'incertitude politique pour les banques françaises. L'action Société Générale est celle qui a le plus souffert (-12%) au sein du CAC 40. Difficile d'y voir un signal d'achat à bon compte, sauf à réussir l'exploit de se montrer plus optimiste qu'Emmanuel Macron sur les chances du succès de son parti, le 7 juillet.

Moins bien loties que leurs concurrentes européennes l'an dernier, les banques françaises commencent enfin à profiter, en 2024, du redressement de leurs marges d'intérêt. Cet argument boursier vient de disparaître, la perspective d'une victoire des extrêmes aux élections législatives faisant

survir à sa place trois grandes menaces. La première tient au risque souverain. Une tension des taux français, comme on l'a observée dès le 10 juin, déprécie la valeur des emprunts d'Etat que les établissements de crédit détiennent à leur actif, et renchérit leur coût de financement. Ce lien vital entre Etats et banques était au cœur de la crise de la zone euro il y a une dizaine d'années. Il s'est encore vérifié, début juin, lorsque l'agence de notation américaine S&P Global Ratings, après avoir

abaissé la note de dette de la France, a dégradé dans la foulée La Banque Postale.

Le deuxième risque est économique. Si la politique du prochain gouvernement devait plomber la croissance, les revenus et le niveau de créances douteuses de ceux qui financent l'activité s'en ressentiraient. Vient enfin le risque réglementaire : le secteur financier s'expose aux interventions publiques et aux ponctions de toutes sortes de la part de ceux qui honnissent les puissances de l'argent.

Voilà pourquoi le secteur bancaire a tendance à accentuer les variations du marché boursier dans son ensemble. Quand bien même la correction des derniers jours serait exagérée, les investisseurs ont tout lieu de se tenir à bonne distance des actions BNP Paribas, Crédit Agricole et Société Générale dans les prochaines semaines.

TF1 ET M6 PAIENT LE VOTE RN

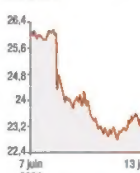
La dissolution surprise n'a pas seulement perturbé les programmes de TF1 le soir du 9 juin. Elle a aussi fait flancher les actions du

groupe et de son concurrent M6. Le Rassemblement national compte privatiser l'audiovisuel public en cas de victoire dans les urnes. Déjà évoqué en 2022, le projet est censé faire rentrer 3 milliards d'euros dans les caisses de l'Etat, ce qui paraît ambitieux - bon courage à celui qui voudra racheter et dégraisser le mammoth. Il est certain, en revanche, qu'une telle mesure réduirait le gâteau publicitaire des concurrents de France Télévisions, dont les chaînes sont depuis quinze ans

privées de spots entre 20 heures et 6 heures. L'interdit souffre déjà des exceptions, comme les parrainages d'émissions et les campagnes d'information. Mais avec 28% de part d'audience, les chaînes publiques auront

Cours de la Société Générale

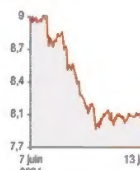
En euros



SOURCE : BOURSORAMA

Cours de TF1

En euros



SOURCE : BOURSORAMA

les moyens sur cette tranche horaire de tailler en pièces les revenus et les marges des acteurs privés. Les analystes d'AlphaValue en ont déjà tiré les conséquences en ramenant de 1,4 à 1,1 fois le multiple de chiffre d'affaires qui leur sert à valoriser les actifs télévisuels.

Cette menace à un deuxième effet, dissuader les appétits pour M6, que RTL Group avait renoncé à vendre en octobre 2022, à quelques mois du renouvellement de l'autorisation de diffusion de la chaîne. Accordé il y a un an, le précieux sésame interdit en théorie tout changement de contrôle jusqu'en 2028. Mais depuis, Rodolphe Saadé, candidat au rachat il y a deux ans, a poussé ses pions dans l'audiovisuel. Actionnaire à 10% de M6, il en a recruté l'ancien patron Nicolas de Tavernost, et s'apprête à racheter BFM et RMC. La rumeur évoquait même un changement législatif impulsé par l'Elysée, afin de rendre possible une évolution du tour de table avant la fin du quinquennat. Le vote RN éloigne cette perspective, en même temps que l'attrait spéculatif du titre M6.

LE PRIX DE LA SURVIE D'ATOS

Et à la fin du bal, c'est Atos qui paie les musiciens. En privilégiant l'offre de reprise de David Layani face à celle de Daniel Kretinsky, le groupe de services informatiques n'a pas choisi la facilité. Sa restructuration financière prévoit une recapitalisation cosmétique et devrait laisser à l'effleuron industriel plus de 3,4 milliards de dettes à assumer, un tiers de moins qu'aujourd'hui, le tout à des conditions léonines.

Les nouveaux concours apportés à Atos servent un taux de 13% l'an. L'entreprise n'en paiera qu'une partie en cash, pour préserver sa trésorerie, tandis que le solde des intérêts viendra gonfler la dette suivant un mécanisme très prisé dans les opérations de rachat à fort effet de levier. Les anciens prêts et obligations qui ne seront pas convertis en capital verront aussi leur rémunération revue à la hausse.

Avant d'entamer sa descente aux enfers boursiers, Atos se finançait à un taux moyen de 1,6% sur le marché obligataire et de 4,5% auprès des banques. Il lui faudra désormais jongler avec des taux d'intérêt moyens à deux chiffres, une fois l'opération bouclée au cœur de l'été. Voilà le groupe promis à des frais financiers de plusieurs centaines de millions d'euros chaque année, lui qui ploie déjà sous le poids d'une dette économique cachée, due aux contrats déficitaires qu'il doit honorer. On comprend que les créanciers obligataires aient préféré cette solution à la purge que proposait Daniel Kretinsky. Mais le redressement s'annonce ardu, et comme en politique, c'est au lendemain du vote que le plus dur commence.

RUBIS, CITADELLE ASSIÉGÉE

Joyau méconnu du SBF 120, Rubis vient d'échapper de peu au putsch, mais pour combien de temps ? Le distributeur de produits pétroliers a repoussé lors de son assemblée générale l'assaut d'actionnaires remuants qui souhaitent s'installer à son conseil de surveillance. L'un d'eux, l'homme d'affaires canadien Ronald Sâmann, dont les sapsins désodorisants parfument tous les taxis de France, a tout de même réussi à s'y faire élire. L'autre, l'entrepreneur Patrick Molis, expert en logistique portuaire, est resté à la porte alors qu'il réclamait un renouvellement complet des instances dirigeantes.

Ces activistes reprochent à Rubis une diversification au prix fort dans la production d'énergie solaire et une gouvernance un peu trop familiale, protégée par une commandite, au moment où l'un des fondateurs passe la main à sa fille. Ce statut, que le groupe pétrolier partage avec Hermès et Michelin, permet aux gérants commandités de contrôler une société avec une part minime au capital, en contrepartie d'une responsabilité personnelle illimitée. Le seul moyen de faire sauter le verrou est de prendre le contrôle du conseil de surveillance.

Pour pimenter l'affaire, deux figures du capitalisme français sont impliquées au tour de table. La famille Dassault, actionnaire de longue date, n'a guère apprécié de voir le titre Rubis perdre la moitié de sa valeur entre 2021 et 2023. Vincent Bolloré lui, a réveillé le cours en prenant 5% du capital. L'homme d'affaires breton a déjà accroché à son tableau de chasse la commandite de Lagardère, mais promis, son investissement ne serait ici que financier. Personne n'est obligé de le croire.

@GarabedianAlex

Retrouvez toutes nos chroniques
sur lopinion.fr

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 49 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Dalgaux, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION** : Paris Office Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2012 - ISSN : 2265-9922 / CPNPA : 1228 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Extirpation : 0,02 kg / tonne de papier.

**7H-9H
EUROPE 1 MATIN**
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h50 pour sa chronique *Voyage en absurdité*

Europe 1

Combien vaut vraiment Mar-a-Lago, la propriété de Donald Trump ?

THE WALL STREET JOURNAL

ON L'A APPELÉ « la Joconde », « le joyau de la couronne » et « un trésor national ».

Mar-a-Lago, le club privé de l'ancien président Donald Trump, est un des domaines les plus vastes et les mieux situés du sud de la Floride. Cette propriété de 6,87 hectares en bord de mer, située dans le quartier des milliardaires de Palm Beach, fascine le public depuis longtemps.

La valeur potentielle de la propriété a également été débattue ces derniers mois. Elle est apparue comme un élément clé dans un procès qui s'est tenu au civil à New York, où M. Trump a été reconnu coupable de fraude fiscale après avoir gonflé son patrimoine ainsi que la valeur de son empire immobilier afin d'obtenir un prêt à faible taux d'intérêt. La concurrence sur le marché des propriétés de luxe de Palm Beach et la série de ventes de maisons à prix record qui y ont eu lieu récemment, dont celle de Tarpon Island pour 150 millions de dollars en mai, ont alimenté de nouvelles spéculations sur le prix que Mar-a-Lago pourrait atteindre.

Les estimations de la valeur de la propriété varient considérablement. Dans le cadre de son procès au civil, M. Trump a déclaré qu'il estimait Mar-a-Lago entre 1 et 1,5 milliard de dollars, soit 40 fois plus que les 37 millions évoqués par les services fonciers du comté de Palm Beach.

« Je n'ai jamais vu autant d'informations erronées sur une propriété », assure Jonathan Miller, expert en évaluation immobilière chez Miller Samuel et qui suit le marché de dans un procès qui s'est tenu au civil à New York de la propriété de Mar-a-Lago depuis des décennies.

En réalité, les experts en aménagement territorial affirment qu'estimer Mar-a-Lago est considérablement compliqué par le fait qu'une servitude environne-



Mar-a-Lago, le club privé de Donald Trump, est l'un des domaines les plus vastes et les mieux situés du sud de la Floride.

mentale a été placée en 1995 sur le domaine dans le cadre d'un accord avec la ville de Palm Beach visant à le transformer en un club privé. La servitude a été conçue pour protéger à perpétuité le terrain contre tout projet immobilier ultérieur, ce qui a permis à M. Trump de bénéficier d'avantages fiscaux substantiels. Mais elle a aussi fortement limité l'utilisation future de la propriété, réduisant ainsi sa valeur potentielle.

Si Mar-a-Lago devait être mis en vente, son évaluation potentielle dépendrait fortement de la

marge de manœuvre autorisée dans cet accord.

« La question est de savoir si ces restrictions sont susceptibles d'être levées », souligne M. Miller.

Dans une interview, Eric Trump, le fils de l'ancien président, a qualifié Mar-a-Lago de « joyau de notre portefeuille », ajoutant : « Il se trouve que c'est aussi la maison de mon père. Nous n'envisagerions jamais de la vendre. »

Cela n'a pas empêché les spéculations sur la valeur d'aller bon train dans le milieu des agents immobiliers de Palm Beach.

Les débuts

La construction de Mar-a-Lago a été achevée vers 1927. C'était la résidence privée de Marjorie Merriweather Post, héritière de la fortune des céréales du même nom. Mme Post était l'une des femmes les plus riches de son époque. Elle était connue pour être une hôtesse accomplie et avait fait bâtir la propriété pour organiser d'immenses réceptions dans une villa de style méditerranéen qui s'étendait autour d'une tour de 22 mètres de haut.

Elle avait demandé que la salle à manger soit dans le style de celle du palais Chigi à Rome, avec des colonnes imitant le marbre, des fresques, des lustres espagnols et des chaises vénitiennes. Le salon arborait une hauteur sous plafond de 3 mètres ainsi que des tapisseries à l'aiguille provenant d'un palais vénitien. Des cargaisons de pierres importées de Gènes en Italie par bateaux ont servi à construire les murs extérieurs et les arches de la villa. Mme Post a acheté 36 000 tuiles espagnoles du XV^e siècle pour les utiliser dans

toute la maison. La construction de la maison de 5 806 mètres carrés a coûté environ 2,5 millions de dollars (environ 45 millions d'aujourd'hui), soit beaucoup plus que le budget initial, et a nécessité le travail de 600 ouvriers pendant plus de trois ans.

« Apparemment, les devis faits par les entreprises de construction ne valent pas le papier sur lequel ils sont écrits et, par conséquent, ils ont dépassé nos budgets au-delà de tout ce que nous avions imaginé »,

Lire MAR-A-LAGO en page II

De Beers cherche partenaire idéal pour lui passer la bague au doigt



Le géant du diamant De Beers essaie de se trouver un nouveau propriétaire.

THE WALL STREET JOURNAL

EST-IL PLUS romantique d'acheter un diamant qui s'est formé dans les entrailles de la terre qu'une pierre fabriquée en laboratoire ? Ce n'est pas l'avis des jeunes couples américains.

Et c'est un souci pour le minier De Beers, d'autant plus depuis qu'il se cherche un nouveau propriétaire. Le conglomérat minier Anglo American, actionnaire principal du producteur de diamants le plus connu du monde depuis quasiment un siècle, veut vendre ou s'en séparer via une cotation en Bourse dans le cadre d'un plan de rupture radical.

L'industrie du diamant traversant une mauvaise passe, le moment n'est pas particulièrement favorable. En 2022, les ventes de bijoux ont flambé tandis que les

consommateurs faisaient des folies dans le secteur du luxe, mais, l'année dernière, le souffle est retombé. La faiblesse de la demande a ramené les prix des diamants à leurs niveaux de 2003, affirme Ben Davis, analyste chez Liberum.

En outre, les diamants traditionnels sont de plus en plus concurrencés par leurs homologues synthétiques qui coûtent cinq fois moins cher. En avril, 45% des bagues de fiançailles vendues aux États-Unis comportaient une pierre artificielle, selon Edahn Golan Diamond Research & Data. Il est impossible de faire la différence à l'œil nu entre un diamant naturel et un synthétique, et ils ont la même composition chimique. Certains financiers économes achètent peut-être des pierres de synthèse qu'ils

Lire DE BEERS en page III

Patrimoine Faut-il encore investir dans les vignes ?

LA FRANCE EST le premier producteur et exportateur de vin mondial avec des produits d'exception. Mais le secteur traverse une passe délicate. Baisse de la consommation, concurrence des vins étrangers, surfaces excédentaires sauf dans les domaines haut de gamme, réchauffement climatique, la filière doit s'adapter et certains propriétaires sont en proie au doute.

Pour Benoît L'échenault, directeur de Agrifrance, département de BNP Paribas Wealth Management spécialisé sur le foncier rural, il faut aujourd'hui y regarder à deux fois avant d'investir dans le domaine. Ses conseils. Et l'état des lieux selon les régions.

Lire VIGNES en page III

MAR-A-LAGO

Suite de la page 1

écrit Mme Post à son cousin. La propriété a été inscrite au Registre national des lieux historiques en 1972. Après la mort de Mme Post en 1973, elle a été léguée au Service des parcs nationaux pour servir de résidence diplomatique ou présidentielle. Près de dix ans plus tard, le gouvernement a rétrocédé la propriété à la Post Foundation, les coûts d'entretien suscitant des inquiétudes croissantes.

M. Trump a acheté Mar-a-Lago pour environ 10 millions en 1985, alors qu'il était marié à Ivana Trump. Il a investi des millions dans sa rénovation. Il l'a d'abord utilisé comme résidence privée puis Melania Trump et lui y ont organisé leur réception de mariage en 2005.

Une propriété d'un milliard de dollars ?

Sans les restrictions imposées par la servitude, Mar-a-Lago pourrait facilement devenir l'une des propriétés les plus chères de Palm Beach, compte tenu de sa

a été vendue pour 155 millions de dollars l'année dernière à William P. Lauder, milliardaire héritier de l'empire des cosmétiques Estée Lauder. Tarpon Island, une île d'un peu moins d'un hectare située sur l'Intracoastal Waterway et dotée d'une demeure de 2 322 mètres carrés, a récemment été vendue pour 150 millions. L'acheteur était l'investisseur australien Michael Dorrell. Mar-a-Lago pourrait valoir plus de 1 milliard, selon Todd Michael Glaser. Le promoteur à l'origine du projet de Tarpon Island dit du club que c'est la « Joconde » du marché immobilier de Palm Beach.

La pandémie, qui a déclenché une frénésie d'achat sans précédent à Palm Beach, a également alimenté une flambée des prix. Les ventes n'ont récemment ralenti qu'en raison de la pénurie de biens disponibles à la vente. Au cours du premier trimestre, le nombre de résidences de luxe à vendre à Palm Beach a chuté de 14,5 % par rapport à l'année précédente, selon les données de Miller Samuel. Le prix médian d'une résidence individuelle a augmenté de 40 % pour atteindre 12,5 millions de dollars au cours de cette période.

« On arrive à un point où il y a des acheteurs mais pas d'offre sur le marché », analyse M. Glaser. « Personne ne vend. Personne. Il y a une file d'attente. »

Une icône hypothéquée

Au début des années 1990, alors qu'il voyait son niveau d'endettement grimper risquant ainsi de perdre Mar-a-Lago, M. Trump a tenté de subdiviser la propriété et de vendre des terrains d'une valeur de 15 millions de dollars, selon l'ouvrage *American Castle: One Hundred Years of Mar-a-Lago*, publié en 2023 par Mary Shanklin.

Lorsque les autorités municipales se sont montrées réticentes face à ce projet de lotissements, M. Trump a demandé l'autorisation de transformer Mar-a-Lago en un club privé. Les autorités municipales ont donné leur feu vert, à condition que M. Trump accepte une servitude environnementale protégeant le domaine à perpétuité.

En plus de rapporter de l'argent, Mar-a-Lago, devenu un club privé, a permis de réduire la dette fiscale de Donald Trump en évaluant la propriété sur la base des revenus qu'elle génère plutôt que sur sa valeur de revente potentielle, qui était beaucoup plus élevée. Elle lui a également permis de bénéficier d'une déduction fiscale, la servitude ayant été cédée à titre de don de bienfaisance au Fonds national pour la préservation des monuments historiques.

Toutefois, ces accords s'accompagnaient d'une série de restrictions. Compte tenu de l'accord conclu en 1993 avec la ville, qui accordait à Mar-a-Lago une dérogation par rapport au zonage local pour en faire un club privé, la propriété ne peut plus être utilisée comme résidence unifamiliale.



Donald Trump est tenu de protéger l'intégrité historique et architecturale du domaine.



Donald Trump tient un discours devant des républicains lors du Super Tuesday, le 5 mars, à Mar-a-Lago.

En vertu de la servitude de 1995, M. Trump est également tenu de protéger l'intégrité historique et architecturale du domaine, en veillant à ce que toute modification soit conforme aux règles édictées par le Fonds. Cela signifie également que la propriété ne peut être divisée en parcelles plus petites en vue d'un projet immobilier ou d'une vente sans la permission du Fonds.

En 2002, M. Trump a étendu la portée de la servitude environnementale en signant un acte de cessions des droits d'exploitation, autorisant ainsi le National Trust à exercer « l'intégralité » de ces prérogatives pour exploiter la propriété pour un usage autre que celui d'un club.

Les professionnels de l'immobilier et les défenseurs de la nature ont débattu du caractère permanent des restrictions imposées à Mar-a-Lago. Une clause contenue dans l'accord de 1993 avec Palm Beach mais souvent négligée stipule que si le club est abandonné, « l'usage du terrain sera de nouveau affecté à une résidence unifamiliale ». En revanche, la servitude environnementale de 1995 pourrait être plus difficile à faire disparaître.

Les propriétaires fonciers ne peuvent prétendre à une déduction fiscale fédérale que pour les servitudes environnementales accordées à perpétuité, de sorte que la plupart d'entre elles comportent cette exigence, selon Russell Shay, consultant en gestion foncière.

« Très peu de servitudes ont été révoquées parce qu'elles sont rédigées de manière à ne pas l'être », explique-t-il.

Dans le cas de Mar-a-Lago, la servitude décrite au moins deux cas pouvant entraîner l'annulation de l'accord, tous deux requérant une action en justice. Le premier prévoit des circonstances qui rendent la protection de la propriété « impossible ou irréalisable ». Le deuxième scénario prévoit que M. Trump ne sera pas obligé de reconstruire si les deux parties conviennent que la propriété a été détruite par un sinistre.

Il s'agit d'une « servitude très importante » écrite pour protéger Mar-a-Lago et son état historique à perpétuité, indique Stephen Small, un avocat qui faisait partie des conseillers ayant travaillé sur la servitude de 1995. « Je peux vous l'assurer en toute honnêteté : aucune tricherie n'entache cette servitude », clame-t-il.

Les défenseurs de la nature craignent toujours que les protections ne soient levées.

Nancy A. McLaughlin, professeur de droit à l'université de l'Utah qui étudie les servitudes environnementales, craignait que le corpus législatif de la Floride soit insuffisant pour garantir le caractère

permanent des servitudes.

Le Fonds national pourrait théoriquement accepter de renoncer à la servitude de Mar-a-Lago ou de la modifier en échange d'une indemnisation affectée à d'autres projets de conservation historique, d'après Mme McLaughlin. « Cela pourrait, bien sûr, être contesté, mais personne ne sait comment cela se passerait devant les tribunaux », a-t-elle ajouté. Un tribunal de Mount Dora, en Floride, a récemment décidé qu'une organisation de protection de l'environnement a court d'argent pouvait vendre 2,42 hectares de terres forestières données par un scientifique à la retraite, malgré la promesse antérieure de les protéger à perpétuité.

« Il existe un risque très réel que les servitudes environnementales perpétuelles en Floride ne le soient pas en réalité », a-t-elle écrit dans un article récent. Un porte-parole du National Trust s'est refusé à tout commentaire.

Club, résidence ou les deux ?

Mar-a-Lago est l'un des neuf clubs privés (en vertu d'un acte officiel) du comté de Palm Beach, avec le Palm Beach Bath & Tennis Club et le Salfish Club.

Les services fonciers du comté évaluent chaque club en fonction de ses revenus. En 2023, la valeur de Mar-a-Lago était estimée à 37 millions de dollars, contre 18,7 millions en 2014, selon les données de ces services. En 2023, les impôts dus par le club étaient de 599 234 dollars, contre 387 402 en 2014.

Becky R. Robinson, porte-parole des services fonciers, a déclaré que ces derniers « s'en tenaient strictement à leur mission » qui était d'évaluer les propriétés à des fins fiscales uniquement. « Dans le cas de Mar-a-Lago, l'acte relatif aux droits d'exploitation et celui relatif à la servitude environnementale et de protection ont limité la valeur de la propriété, car elle ne peut plus être utilisée à d'autres fins susceptibles de générer plus de revenus », précise-t-elle.

En 2020, alors que M. Trump s'apprêtait à quitter la Maison-Blanche, des voisins de Mar-a-Lago qui ne voulaient pas que l'ancien président s'installe ont fait valoir que cela constituerait une violation de l'accord de 1993. « Palm Beach a de nombreuses belles propriétés à vendre et il peut certainement en trouver une répondant à ses besoins », a écrit un avocat de ces mêmes voisins dans une lettre adressée aux autorités de la ville.

L'avocat de M. Trump, John Marion, a fait valoir que l'accord conclu avec la ville ne stipulait pas que le propriétaire de Mar-a-Lago ne pouvait pas vivre sur la

propriété. En outre, il a déclaré que M. Trump était un « employé de bonne foi » du club, ce qui lui donnait le droit d'y vivre.

En mai 2021, le directeur de la ville, Kirk Blouin, a donné son accord et M. Trump a emménagé.

Procès au civil pour fraude

En septembre 2022, la procureure générale de New York Letitia James, une démocrate, intente un procès au civil pour fraude, alléguant que M. Trump et son entreprise ont grossièrement surestimé la valeur de leurs actifs pour gonfler leur patrimoine et obtenir des prêts bancaires à des conditions plus favorables.

Dans la plainte déposée à son encontre, M. Trump est accusé d'avoir joué sur les deux tableaux avec Mar-a-Lago, en profitant des avantages fiscaux liés aux restrictions imposées par l'acte de propriété, tout en évaluant la propriété comme une résidence privée non hypothéquée dans les bilans financiers. La Trump Organization aurait évalué Mar-a-Lago à 739 millions de dollars en se fondant sur « l'hypothèse erronée » que la propriété n'était soumise à aucune restriction et pouvait être aménagée et vendue à des fins résidentielles. En réalité, le club générerait moins de

Si le bien était mis sur le marché, il y aurait « une file de milliardaires en bas de l'immeuble »

25 millions de revenus annuels et aurait dû être évalué à un montant plus proche de 75 millions, selon l'énoncé de la plainte.

En février, un juge de Manhattan a ordonné à M. Trump et à son entreprise de payer 355 millions de dollars pour avoir fait de fausses déclarations sur son patrimoine et falsifié des documents. « Il n'y a pas l'ombre d'un doute sur le plan juridique concernant la nature permanente des restrictions imposées par l'acte de propriété », a écrit le juge dans sa décision. « Par conséquent, il est clair que l'évaluation de Mar-a-Lago par M. Trump entre 2011 et 2021 était frauduleuse. »

M. Trump a qualifié cette décision de mascarade et a fait appel.

M. Trump, qui est le seul ancien président à avoir été condamné pour un délit après avoir été reconnu coupable, en

mai, d'avoir falsifié des documents comptables pour dissimuler le versement de pots-de-vin à une star du porno, est également la cible d'autres procès devant les tribunaux. Dans l'un d'entre eux, il est accusé d'avoir indûment conservé des documents classifiés, en les stockant à Mar-a-Lago, y compris des piles de boîtes dans une salle de bain équipée d'une lustre.

Un domaine en héritage

Si le procès au civil s'est soldé par un jugement sur les accusations de fraude, il n'a pas abordé la question de l'avenir de Mar-a-Lago et de son éventuelle vente. Si Mar-a-Lago était mis sur le marché aujourd'hui, il y aurait « une file de milliardaires en bas de l'immeuble » prêts à faire une offre en dépit des restrictions imposées par l'acte de propriété, affirme Pam Liebman, directrice générale de la société de courtage Corcoran Group.

La demande de vastes domaines situés entre l'Intracoastal Waterway et l'océan à Palm Beach atteint des sommets et parmi les plus grands d'entre eux, certains ont été assemblés au fil du temps. Depuis une dizaine d'années, le milliardaire Ken Griffin s'est constitué un domaine en bord de mer s'étendant sur plus de 8 hectares jusqu'au sud de Mar-a-Lago, dépensant plus de 350 millions de dollars avant toute construction.

Margit Brandt, de Premier Estate Properties, qui a représenté l'acheteur de Tarpon Island, estime que la valeur du terrain de Mar-a-Lago se situe entre 1 et 1,5 milliard de dollars et que la propriété pourrait atteindre un prix encore plus élevé si les restrictions imposées par l'acte de propriété étaient supprimées. Mme Brandt a récemment loué, pour 150 000 dollars par mois, une autre propriété de M. Trump située en face de Mar-a-Lago, au bord de l'eau. D'après elle, cette propriété pourrait valoir 75 millions. « Il ne faut pas oublier que nous sommes une petite île et que la rareté des biens en front de mer est bien réelle. »

Bien que les restrictions imposées à Mar-a-Lago soient toujours solidement en place, l'espoir qu'elles soient un jour levées suffit à susciter l'intérêt, selon Mme Liebman. « Il s'agit d'une propriété patrimoniale qui pourrait rester dans la même famille pendant des générations », poursuit-elle. « Il y a peut-être un moyen de faire quelque chose. On ne sait jamais tant qu'on n'a pas essayé. »

Katherine Clarke et E.B. Solomon
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Emmanuelle Serrano)

Edited from the original

DE BEERS

Suite de la page 1

font passer pour des vraies. Mais la tendance reflète aussi les priorités d'une nouvelle génération de couples en termes de dépenses.

La dette étudiante fédérale moyenne dépasse les 37 000 dollars par étudiant, selon les données de l'Education Data Initiative. Après la hausse de l'immobilier, comparé à fin 2019, un acompte de 10% versé pour un logement au prix moyen a augmenté de 45% pour atteindre 43 000 dollars. Certains couples choisissent de faire des économies sur la bague pour s'offrir une lune de miel mémorable.

Mais même sans tous ces bouleversements, De Beers serait difficile à vendre compte tenu de la diversité de ses actifs. La société possède d'énormes exploitations

minières et produit en volume un quart de l'offre mondiale de diamants. Mais elle gère également 40 boutiques de haute joaillerie et c'est l'une des marques de luxe les plus célèbres du monde. Le nom de De Beers est associé au romantisme depuis sa campagne publicitaire de 1947 : « Un diamant est éternel ».

Aucun acheteur n'a le profil idéal pour toutes ces activités. Pour l'analyste spécialisé dans l'industrie diamantaire Edahn Golan, De Beers pourrait attirer un acheteur privé chasseur de trophée du Moyen-Orient ou un fonds souverain, mais qui n'aurait pas nécessairement d'expertise minière. Le gouvernement du Botswana, qui possède quelques mines de diamants conjointement avec De Beers, est une possibilité, ainsi qu'un consortium d'acheteurs de diamants indiens.

Pour le secteur du diamant, la solution idéale serait qu'une marque de luxe l'achète et utilise son talent marketing pour rendre leur éclat aux pierres naturelles aux yeux des jeunes consommateurs. Richemont, propriétaire de Cartier, a déjà exclu l'idée de faire une offre. LVMH, la plus grande entreprise de luxe du monde, a l'intention de se faire une place dans la bijouterie de qualité et a déboursé 16 milliards de dollars pour s'offrir Tiffany & Co. en 2021. Mais les entreprises de luxe vont rechigner à se salir les mains et la réputation dans des mines de diamants.

La pire issue pour le secteur serait que De Beers soit cédé à un acheteur qui privilégie le profit plutôt que l'investissement dans l'attrait à long terme des diamants. « Ce serait un bouleversement fondamental du secteur si De Beers n'était plus le gardien des diamants naturels », estime l'analyste Paul Ziminsky.

Si De Beers opte pour une introduction en Bourse, parvenir à une évaluation réaliste va s'avérer difficile. Le diamantaire est évalué à 7,6 milliards de dollars, selon Anglo American, mais des estimations extérieures s'échelonnent entre 600 millions et 4 milliards de dollars.

De Beers pourra tenter de mettre davantage en avant son image de marque de luxe plutôt que celle d'exploitant de mines traditionnelles. L'entreprise envisage de faire plus que doubler le nombre de boutiques qu'elle possède dans le monde entier afin

de mieux mettre en valeur son activité de joaillerie. Les deux secteurs affichent des valorisations radicalement différentes : les entreprises minières BHP et Anglo American se négocient à des valeurs d'entreprise équivalentes,

De Beers est l'une des marques de luxe les plus célèbres du monde. Son nom est associé au romantisme depuis sa campagne publicitaire de 1947 : « Un diamant est éternel »

en gros, à six fois leurs bénéfices avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement, contre treize fois pour Richemont.

Mais De Beers n'a pas les marges élevées ni la régularité des bénéfices des meilleures entreprises de luxe européennes. Son résultat avant intérêts, impôts et amortissements a augmenté de 29% en 2022 avant de s'effondrer de 95% à 72 millions de dollars l'année dernière. Personne ne peut vraiment savoir comment ses finances vont s'en sortir alors que le secteur du diamant est au fond du trou et que les consommateurs américains boudent les pierres naturelles.

La vente d'actifs comme De Beers n'est pas chose courante. Sans les mines, des magnats du luxe aux poches pleines pourraient s'y intéresser juste pour profiter de la puissance de la marque. Peut-être l'entreprise devrait-elle être divisée, comme son propriétaire Anglo American. A moins que De Beers ne trouve le partenaire idéal, les diamants naturels risquent de ne pas être si éternels que prévu.

Carol Ryan
(Traduit à partir de la version originale en anglais par Bérangère Viennot)

Edited from the original



Les valeurs du foncier viticole baissent sur l'entrée et la moyenne gamme.

Faut-il encore investir dans les vignes ?

Patrimoine

CHEFS D'ENTREPRISE et acteurs semblent fascinés par le monde du vin. Une belle image ! Vous avez peut-être vous aussi songé à investir dans des vignes ? Posséder un domaine viticole, suivre les étapes de la vinification, produire son vin, le mettre en bouteilles avec ses propres étiquettes fait briller les yeux de beaucoup, heureux de présenter leur bébé à leurs amis ou de le mettre en commercialisation, c'est selon.

La France était l'an dernier le premier producteur mondial de vins. Dans toutes les régions viticoles françaises la production a augmenté, sauf dans le Bordelais et le Sud-ouest. Surtout, la France est le premier exportateur mondial en valeur avec 16,2 milliards d'euros l'an dernier. Une filière qui pèse lourd. Mais la vigne est impactée par le réchauffement climatique et la consommation mondiale de vins a chuté de 23% en 40 ans selon l'OMS. Même dans les pays traditionnellement consommateurs, elle se fait plus occasionnelle. « Pour ajuster les récoltes à la demande, il est prévu d'arracher en France 70 000 hectares, voire 100 000 à 150 000 hectares de vignes, dans les dix ans à venir », précise Agrifrance, département de BNP Paribas Wealth Management spécialisé sur le foncier rural.

Seuls un tiers des jeunes Français de 18 à 25 ans considèrent d'ailleurs le vin comme leur boisson favorite contre 61% des 60-65 ans. « Ils ont une approche moins élitiste que leurs aînés, une vision plus décomplexée du vin, qui est concurrencé par la bière et les cocktails », estime Benoît Léchénault, directeur de Agrifrance.

Un contexte à bien évaluer avant d'investir. S'offrir un domaine viticole procure certes une satisfaction personnelle à l'investisseur amateur de vins, mais les rendements sont faibles et le secteur est concurrentiel. Le marché se réajuste sauf en Champagne et en Bourgogne. Les assureurs n'achètent plus, certains seraient vendeurs et les étrangers aussi sont moins présents. « On ne voit plus d'acheteurs chinois », constate ainsi Benoît Léchénault.

Certains s'interrogent en Bourgogne sur Château Pomard racheté il y a onze ans par Michael Baum, un entrepreneur américain de la Silicon Valley, avec un projet d'œnotourisme. Serait-il à vendre ? L'intéressé ne communique

pas, mais le site de dégustation en ligne de vins bio qu'il avait lancé a été fermé discrètement.

Les moyennes des prix viticoles affichent une progression stable de 1,3% par an depuis dix ans, mais ce prix moyen (153 500 euros l'hectare de vignes en France et 82 171 euros hors Champagne) ne veut pas dire grand-chose tant les écarts sont grands. Et ils se creusent ! Les valeurs du foncier viticole baissent sur l'entrée et la moyenne gamme, tandis que le haut de gamme progresse. « La Bourgogne reste la championne toutes catégories avec près de 10% de progression annuelle des prix sur dix ans. En Bordelais, les emblématiques appellations Pomerol, Margaux, Pauillac, Saint-Estèphe ou Saint-Emilion suivent la même tendance alors que les autres appellations du Bordelais connaissent une crise grave et que l'AOP Bordeaux en entrée de gamme a chuté de plus de 13% en un an », souligne Agrifrance.

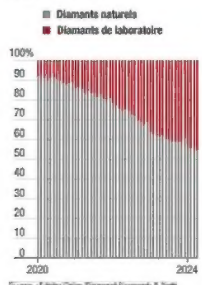
L'hectare en Champagne se stabilise bien au-delà du million d'euros. C'est aussi le prix de l'hectare Hermitage ou Côte-Rôtie en Côtes-du-Rhône (1,2 à 1,46 million). En Bordelais, des Pomerol ont été vendus entre 1,87 et 6,9 millions l'hectare. Et, tout en haut de ce podium des prix, on trouve les grands crus de Bourgogne valorisés entre 8,6 et 18,7 millions d'euros l'hectare.

Dans les Côtes-du-Rhône, les prix d'entrée de gamme baissent (à partir de 18 680 euros l'hectare). En Beaujolais, comptez entre 13 000 et 18 400 euros l'hectare, mais entre 73 000 et 134 000 euros pour les crus du Beaujolais. Quant aux « villages » bourguignons, ils valent entre 497 000 euros et 1,9 million l'hectare selon Agrifrance. L'effervescence retombe en Provence, où les valeurs foncières se stabilisent ou baissent (59 000 à 151 000 euros pour des Côtes de Provence). A l'inverse, l'Anjou (autour de 20 000 euros l'hectare) et le Saumurois (entre 70 000 et 84 000 euros) voient leurs prix monter.

« Le marché est devenu très concurrentiel et les coûts de production sont peu différents. Plus on investit dans le haut de gamme, mieux c'est ! Les prix des domaines d'entrée et de moyenne gamme devraient continuer à baisser dans les deux ans qui viennent », estime Benoît Léchénault. Mieux vaut être bien accompagné au moment d'investir !

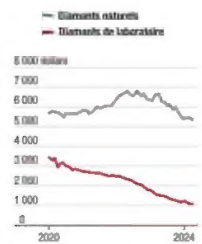
Carole Papazian

Part des diamants de laboratoire dans les ventes de bagues de fiançailles aux Etats-Unis



Source : Ebelin Global Diamond Research & Data

Prix d'un diamant rond de 1 carat



Source : Ebelin Global Diamond Research & Data



Aux Etats-Unis, les consommateurs favorisent les diamants synthétiques aussi beaux mais moins chers que les pierres naturelles.

Le conseil de la semaine

Générez-vous un revenu complémentaire



Souleymane-Jean Galadima,
Directeur général
de Sapians

MAIS OUI, des options d'investissement existent pour générer un revenu complémentaire ! Le contexte actuel de taux élevés valorise la rémunération des livrets A, PEL, fonds euros en assurance-vie ou encore fonds obligataires. En parallèle, un éventail de choix existe pour faire fructifier son épargne dès le plus jeune âge et disposer d'un capital important vingt ou trente ans après.

Pensez par exemple à l'investissement immobilier, accessible dès 10 000 euros d'apport (soit les frais de notaire) et ainsi

procéder par exemple à l'acquisition d'un premier bien pour environ 133 000 euros qui, mis en location peut générer, une fois le prêt immobilier remboursé sur vingt ans, un capital et une possible plus-value. Si vous souhaitez éviter la gestion locative, certaines SCPI permettent d'acquies des parts avec des montants relativement modestes tout en bénéficiant de distributions...

Mais il y a aussi certains produits d'investissement comme des fonds communs de placement ou des ETF (trackers) qui permettent de générer des dividendes. Là encore, que ce soit grâce à un apport initial ou à la mise en place d'un versement programmé mensuel pour les abonder régulièrement, dès aujourd'hui, cela peut générer des revenus additionnels demain.

O₂

L'esprit du luxe,
le luxe avec esprit

Sans alcool, mais pas sans saveurs

LONGTEMPS MOQUÉ et pointé du doigt, le secteur des boissons désalcoolisées ou sans alcool a désormais le vent en poupe. Tandis que le Dry January se pratique aussi toute l'année, les boissons sans alcool se taillent la part du lion. Il faut dire que leur qualité ne fait que s'améliorer et sur le site gueuledejoie.fr, l'on revendique déjà plus de 200 références.

Il est loin, le temps de Buckler, la première bière sans alcool lancée par Heineken dans les années 1980, sans saveur et seule sur le marché. Aujourd'hui les boissons sans alcool sont plébiscitées par les sportifs, les femmes enceintes, mais aussi pour des questions de régime, de santé ou de religion. D'après le baromètre Sowine / dynata de 2022, 29% des Français consomment des boissons peu ou pas

alcoolisées. De quoi réviser franchement ses stéréotypes. La mode du moins d'alcool ou du sans alcool « NOL0 pour no alcohol and low alcohol », conquiert l'Hexagone.

Pionnier du genre, Thierry Hernandez, qui fût longtemps mixologiste du bar du Plaza Athénée, proposait déjà, au début des années 2000, des cocktails sans alcool. Magie des assemblages, il était presque impossible de déceler l'absence d'alcool, tant leur goût ressemblait à celui du vin ou des spiritueux.

Le vin pétillant sans alcool French Bloom a été lancé par Rodolphe Frerejean-Taittinger et son épouse Maggie, avec la mannequin française Constance Jablonski. Il a fallu à l'équipe quatre années de recherche et développement pour mettre au point le processus de produc-

tion, à base de désalcoolisation et de distillation à basse température. La cuvée vintage est une édition limitée réservée aux tables

**Au pays du vin
et des spiritueux,
de Rabelais et
de Gargantua,
l'on se pique
désormais de
boire sans alcool.
Qui l'eut cru ?**

étolées et aux plus prestigieux points de vente. Elle est vendue la bagatelle de... 109 euros ! Soit,

tout de même, jusqu'à deux fois plus cher qu'un bon champagne. French Bloom a été élu meilleur vin effervescent sans alcool au monde en 2023. Le trio a écoulé un million de bouteilles de chacune de ses cuvées précédentes (en blanc et rosé). Vendu dans près de 30 pays, French Bloom a levé plus de 8 millions d'euros l'automne dernier. Au Bon Marché Rive Gauche, French Bloom caracole en tête des ventes de la catégorie. La Grande Epicerie a très vite misé sur le sans alcool et compte aujourd'hui plus de 75 références en la matière. Elle n'en dénombrait que 20 en 2020. Le grand magasin affiche même une progression fulgurante et a multiplié par deux son chiffre d'affaires sur ces produits entre 2022 et 2023.

Au Paon qui bolt, à Paris, première boutique dédiée aux bois-

sons sans alcool, on sert plus de 500 bières vins et autres boissons sans alcool, comme au Déjà vu ? au Ivy ou au Bisou. On y trouve So Jenny et Betty Buzz, la boisson de Blake Lively..., mais aussi du Martini et du Spritz, toujours sans alcool. Avec son premier élixir, Immortelles, Aous s'invite aussi à la fête avec cette boisson en canette bio, saine et pétillante.

Mais les « elevated drinks » font déjà trembler le secteur. Ces boissons sans alcool quasiment élaborées comme des médicaments agiraient sur le cerveau... Elles sont conçues pour cibler les neuromédiateurs et ainsi booster nos facultés intellectuelles et agir sur le stress. Des néo-boissons qui relèguent les shots de caféine et autres sodas énergisants à la Préhistoire. Parmi les stars de ces potions magiques 2.0., l'on retrouve Kin Eupho-

De **Betty Buzz**, l'elixir de **Blake Lively**, à **French Bloom**, en passant par le **Spritz Virgin**, les boissons sans alcool sont de plus en plus plébiscitées.



rics, la marque de la mannequin Bella Hadid, à la ligne parfaite et... aux millions de followers.
Amyeric Mantoux



Réinventer... la montre à gousset

QUAND HUBLOT et l'artiste contemporain américain Daniel Arsham collaborent pour imaginer un garde-temps, le résultat est forcément détonnant.

Plutôt que d'imaginer une montre-bracelet, l'artiste supers-tar connu pour sa capacité à transformer des objets du quotidien en « reliques du futur » a réinventé la montre à gousset, à sa façon.

Mesurant 7,3 cm de long, 5,2 cm de large et 2,2 cm d'épaisseur, cet objet asymétrique intrigue. Baptisé « Arsham Droplet », il est taillé dans du titane et du cristal saphir. S'il tient aisément dans la main, sa forme s'inspire d'un galet. Particulièrement ergonomique, il est enrobé d'un girond caoutchouc de la couleur laiton fétiche d'Arsham. Si le verso de la montre arbore le monogramme de l'artiste, les fans de Hublot reconnaîtront certains éléments de design, comme les six vis en forme de H. Au cœur de la montre, bat l'icône mou-

vement Meca-10 manufacture d'Hublot, doté d'une impressionnante réserve de marche de dix jours.

Ce bijou de design tout en transparence est étanche jusqu'à 30 mètres et arrimé à une chaîne en titane qui se clipse en deux clics trois mouvements. Elle permet à son heureux propriétaire et collectionneur (qui aura déboursé 92 000 euros pour cette œuvre d'art miniature éditée à seulement 99 exemplaires) de la porter de trois façons différentes. A la ceinture, en sautoir autour du cou, ou bien en version... pendulette. Et pour cause, l'artiste a aussi prévu un kit tout aussi design, qui permet de la faire trôner sur son bureau.

« En tant qu'artiste et sculpteur, j'aime utiliser des matières de façon inattendue. En visitant la manufacture de Hublot, j'ai été interpellé par le titane et le verre saphir. J'ai une approche géologique et ces matières m'ont inspi-

ré. Mon idée initiale était de faire une horloge, mais les ingénieurs ne pouvaient pas techniquement utiliser le saphir de façon monumentale. C'est ainsi qu'est venue l'idée d'une montre de poche », confie Daniel Arsham.

Cette collaboration, entamée il y a trois ans, somme comme une évidence pour Hublot, réputé pour son audace, ses pas de côté et sa faculté à disrupter le secteur de l'horlogerie. Si elle a donné du fil à retordre aux deux parties, elle est résolument placée sous le signe de l'audace.

« Avec Daniel, nous avons rendu l'impossible possible ! Mais repousser les frontières de notre industrie est ancré chez nous. La partie en saphir a été compliquée à réaliser car c'est un produit organique et fragile. Sous haute tension, il peut se fissurer. Daniel a imaginé un objet tout en rondeurs, alors que les produits Hublot sont souvent anguleux », se réjouit Ricardo

Guadalupe, CEO de la marque Hublot, née en 1980.

Si cette montre repousse les frontières de l'horlogerie traditionnelle, elle émane de la vision d'un artiste qui s'interroge sur le temps qui passe et puise son inspiration aussi bien dans la nature que dans la pop-culture.

Hublot et Arsham réinventent, de manière futuriste, la montre à gousset. Elle offre une expérience horlogère singulière et pourrait bien, qui sait, remettre au goût du jour, une gestuelle que les moins de cent ans ne peuvent pas connaître !

Marine de La Horie



Flasher ici pour découvrir en vidéo, cette montre de poche étonnante, revisitée par Daniel Arsham.

R5 E-Tech en mode pop

EN PRÉAMBULE du lancement de sa nouvelle R5 E-Tech, Renault a décidé d'offrir un écran résolument pop à sa future citadine électrique.

Maison5 est un lieu éphémère qui se veut joyeux, éclectique, moderne et multigénérationnel. Du 15 juin au 15 septembre, ce concept s'installe dans un grand loft parisien de 1 800 m², au 66 de la rue Saint Dominique, dans le VIP arrondissement. L'occasion d'y découvrir plusieurs R5 E-Tech, dont la version Roland-Garros qui fera bientôt office de haut de gamme. Sur place, l'on peut s'habiller Renault 5. La styliste Agnès B a confectionné un vestiaire pointu, vendu en exclusivité sur place.

Côté déco, Renault a choisi des teintes vives : jaune, vert pomme et bleu, rappelant les années 1970. Le mobilier s'inspire de la série Pumpkin de Pierre Paulin. Autour du resto/bar, les très parisiennes chaises Ferno du Jardin des Tuilleries accueillent les convives. C'est Xavier Pincemin, Top Chef 2016, qui signe la carte pour un

déjeuner à la table ou un snacking à emporter. Tandis que Nicolas Guercio, chef pâtissier du Lutetia, s'occupe du sucré. Il a notamment imaginé d'originales miniatures automobiles en chocolat.

Maison5 accueillera aussi des événements festifs autour du sport, de la gastronomie ou encore de la musique. Toutes ces activités sont ouvertes à tous sur inscription, et gratuites. Le 2 juillet, l'artiste conceptuel Julien Granel animera notamment, une réunion collaborative et interactive, façon Art Rock. La nuit venue, Maison5 se transformera plusieurs fois en club. Ainsi, le 21 juin, Pedro Winter s'emparera des platines pour faire danser toute la maisonnée.

Nicolas Dembreville



Flasher ici pour nous suivre sur Instagram

